PROCÈS VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 5 juin 2026

Référence CM/PV/PH/NA-2026-06-05	Nombre de pages : 45

Afférents au Conseil Municipal 29	En exercice 29	Présents 24	Date de convocation 29 mai 2026	Date de publication 10 juin 2026

Présents : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Absents avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Secrétaire de séance : Véronique Locre.

PRÉLIMINAIRES

Après avoir ouvert la séance du Conseil municipal à 18h30, Monsieur le Maire procède à l'appel des conseillers.

Madame Véronique LOCRE est nommée secrétaire de séance.

Monsieur Le Maire communique le tableau des décisions de avril/mai 2026 prises en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Monsieur le Maire propose l'approbation du procès-verbal de la séance du 10 avril 2026.

Monsieur le Maire : Bonsoir à tous et à toutes. Je vous propose de commencer en faisant l'appel [...]. Le quorum est atteint, nous pouvons délibérer. Je dois désigner un secrétaire de séance. La dernière fois, c'était Guillaume. Donc, c'est au tour de la liste Escalquens un nouveau cap ? Madame Véronique LOCRE, merci.

Avant de commencer, je vais vous demander d'approuver l'inscription à l'ordre du jour, exceptionnellement d'une délibération qui n'était pas à l'ordre du jour, qu'on a dû intégrer au dernier moment, et qui n'a pas pu passer en commission. C'est pour ça que je vais vous demander un vote formel. Alors, il s'agit d'une délibération qui autorise le maire à signer une adhésion de la commune d'Escalquens à l'UGAP en vue de procéder, de profiter d'un dispositif d'achat groupé d'électricité. Je vous rappelle, je développerai un peu tout à l'heure quand on présentera la délibération, mais pourquoi ça n'a pas été prévu ? C'est-à-dire que jusqu'ici, on profitait du dispositif de groupement d'achat qui avait été mis en place par le Sicoval et qui avait d'ailleurs très bien marché puisqu'il avait permis à la commune de faire des économies par rapport à la situation où on se serait adressé nous-mêmes à un fournisseur d'électricité. Le Sicoval, jusqu'ici, était plus performant que l'UGAP du fait de procédures d'achat qui étaient plus adaptées. Entre-temps, l'UGAP s'est adapté, a adapté ses procédures d'achat. Peut-être que je compléterai tout à l'heure, je détaillerai. Et aujourd'hui, le Sicoval nous a dit « nous, on n'est plus compétitifs par rapport à ce que fait l'UGAP. Donc, on conseille aux communes qui, auparavant, adhéraient à notre groupement d'achat de passer plutôt par l'UGAP ». On a évoqué tout ça en Conseil des maires, c'était mardi. Et sauf que quand on regarde le délai pour adhérer à l'UGAP, y compris pour profiter d'un dispositif qui se déroulera en 2028, on est obligé de le faire avant la fin du mois... On ne doit pas attendre le 26 juin, on doit le faire maintenant. Voilà, donc, désolé pour ce contre-temps. On n'est pas totalement fautifs non plus, puisqu'on a été un peu mis un peu sous pression par le Sicoval. Mais ce n'est pas grave. C'est pour ça que

je vous demande d'accepter formellement l'inscription de ce point à l'ordre du jour. Y a-t-il des questions là-dessus ou je soumets au vote ? Est-ce que tout le monde est d'accord pour voter à main levée ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci. Donc, on inclura ce point à l'ordre du jour.

ÉLECTIONS

2026-67 – Élection des délégués du Conseil municipal et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs

Rapporteur : Jean-Luc TRONCO

DÉBATS

Monsieur le Maire : Avant de dérouler toutes les délibérations prévues à ce Conseil, nous devons procéder à l'élection des délégués des suppléants en vue de l'élection sénatoriale qui aura lieu le 27 septembre 2026. Nous allons prendre une délibération formelle à la demande de la préfecture pour autoriser cette désignation. Je vous rappelle que les sénateurs sont élus par un collège électoral composé notamment des délégués des Conseils municipaux. Il y a d'autres élus locaux, mais je ne détaille pas, je ne rentre pas dans les détails. C'est un système de représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel. Concrètement, ça veut dire qu'on vote pour des listes. Donc, ces listes de candidats doivent respecter l'alternance d'un candidat de chaque genre. Le nombre de représentants à élire pour la commune est fixé à 15 délégués titulaires et 5 suppléants.

Pour procéder au vote, vous avez vu que nous avons installé une urne transparente. Ça veut dire qu'on doit mettre en place un bureau de vote. Ce bureau de vote, il est composé du maire, donc qui est président, des deux conseillers municipaux les plus âgés présents. Donc, on sait déjà qu'il y a Djemel. Et après, il me semble que c'est monsieur VETTESE, c'est ça ? On vérifie. Vous avez remarqué que je n'ai pas osé demander aux dames qui étaient là... Je me suis adressé aux hommes uniquement. Donc, les deux conseillers les plus âgés, les deux conseillers municipaux les plus jeunes. On sait déjà qu'il y a Mila. Et ensuite, ça va être Pierre-Antoine. Voilà, donc, je vous propose d'adopter formellement la délibération afin de procéder à l'élection des délégués suppléants, en vue de l'élection des sénateurs, et de prendre acte des résultats du scrutin, tels qu'ils seront proclamés par le bureau électoral. Je procède au vote. Il n'y a pas d'autre question ? Qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc, adopté à l'unanimité.

On va mettre en place le bureau de vote. Je rappelle que deux listes ont été déposées. Une pour la liste Avec vous pour Escalquens, une pour la liste Escalquens, un nouveau cap. Ces listes sont distribuées sur table. Vous les avez tous. Vous avez également les bulletins. Donc ne vous trompez pas. Vous mettez la liste pour laquelle vous souhaitez voter dans le bulletin, le bulletin dans l'enveloppe, et l'enveloppe dans l'urne.

Déroulement des opérations de vote.

Suspension de séance de 19h à 19h05.

Monsieur le Maire : Nous reprenons la séance. Je vais proclamer les résultats. La liste Avec vous pour Escalquens dispose de 13 sièges de titulaires, et la liste, Escalquens un nouveau cap, deux sièges de titulaires. Concernant les suppléants, donc la liste Avec vous pour Escalquens dispose de 5 sièges, et la liste, Escalquens Un nouveau cap, de 0 siège.

Donc, sont élus dans le collège électoral en titulaires : Jean-Luc TRONCO, Françoise DOISY, Djemel BEN SACI, Véronique ROUX, Marc-Olivier BEN SACI, Qinglian LI, Guillaume MORLAS, Cynthia AYMERICH, Frédéric VERGES, Hélène OLIVERES, Georges GOBBATO, Marie-Claire LOOSE, Brice BAESSA, Yacin LALA et Véronique LOCRE.

Sur le collège des suppléants sont élus Sylvie ROUX, Sébastien MASSA, Carole BEDEL-OLLE, Christian CORREA et Angela MARIN.

VOTE

Vu le décret n° 2026-301 du 21 avril 2026 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des sénateurs,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mai 2026 relatif a la désignation des délégués des conseils municipaux pour les élections sénatoriales,

Considérant qu'il appartient au conseil municipal de désigner les délégués et les suppléants en vue de l'élection des sénateurs,

Monsieur le Maire rappelle que conformément aux articles L.284 et L.286 du Code électoral, les délégués titulaires et leurs suppléants sont élus sans débat au scrutin secret simultanément par les Conseillers municipaux, sur une même liste paritaire suivant le système de la représentation proportionnelle avec application de la règle de la plus forte moyenne, sans panachage (remplacement du nom d'un ou plusieurs candidat par celui ou ceux d'un ou de plusieurs candidats), ni vote préférentiel (modification de l'ordre de présentation des candidats sur une liste).

Le Maire précise que le Conseil municipal doit élire 15 délégués et 5 suppléants.

Les candidats sont proclamés élus dans l'ordre de présentation de la liste, telle qu'elle a été déposée auprès de Monsieur le Maire, les premiers étant délégués et les suivants étant suppléants.

Avant l'ouverture du scrutin, le Maire a constaté que 2 listes ont été présentées. Ces listes respectent l'alternance d'un candidat de chaque sexe. Un exemplaire de chaque liste de candidats a été joint au procès-verbal.

a) Composition du bureau électoral :

Monsieur le Maire indique que le bureau électoral est composé par les deux membres du Conseil municipal les plus âgés à l'ouverture du scrutin et des deux membres présents les plus jeunes, soit :

Conseillers municipaux les plus âgés présents à l'ouverture du scrutin : Djemel BEN SACI et Jean-Michel VETTESE.

Conseillers municipaux les plus jeunes présents a l'ouverture du scrutin : Mila AYMERICH et Pierre-Antoine NIVELET.

La présidence du bureau est assurée par Monsieur Jean-Luc TRONCO, Maire. Le secrétariat de séance est assuré par Madame Véronique LOCRE.

b) Élection des délégués :

Les listes déposées et enregistrées sont les suivantes :

- Liste Avec vous pour Escalquens : TRONCO Jean-Luc, DOISY Françoise, BEN SACI Djemel, ROUX Véronique, BEN SACI Marc-Olivier, LI Qinglian, MORLAS Guillaume, AYMERICH Cynthia, VERGÈS Frédéric, OLIVERES Hélène, GOBBATO Georges, LOOSE Marie-Claire, BAESSA Brice, ROUX Sylvie, MASSA Sébastien, BEDEL OLLE Carole, CORREA Christia, MARIN Angela, NIVELET Pierre-Antoine, PIERRE Véronique.

- Liste Escalquens Un nouveau cap : LALA Yacin, LOCRE Véronique, VETTESE Jean-Michel, BOUISSOU-MATET Martine.

Après enregistrement des candidatures, il est procédé au vote.

c) Résultats de l'élection :

Après dépouillement, les résultats proclamés sont les suivants :

a. Nombre de conseillers présents à l'appel n'ayant pas pris part au vote.....0
b. Nombre de votants (enveloppes ou bulletins déposés).....29
c. Nombre de suffrages déclarés nuls par le bureau.....0
d. Nombre de suffrages exprimés [b-c].....29

Nom de la liste	Suffrage obtenus	Nombre de délégués obtenus	Nombre de suppléants obtenus
Avec vous pour Escalquens	25	13	5
Escalquens Un nouveau cap	4	2	0

Sont désignés délégués pour les élections sénatoriales :

- sur la liste Avec vous pour Escalquens : TRONCO Jean-Luc, DOISY Françoise, BEN SACI Djemel, ROUX Véronique, BEN SACI Marc-Olivier, LI Qinglian, MORLAS Guillaume, AYMERICH Cynthia, VERGÈS Frédéric, OLIVERES Hélène, GOBBATO Georges, LOOSE Marie-Claire, BAESSA Brice.
- sur la liste Escalquens Un nouveau cap : LALA Yacin, LOCRE Véronique

Sont désignés suppléants pour les élections sénatoriales :

- sur la liste Avec vous pour Escalquens : ROUX Sylvie, MASSA Sébastien, BEDEL OLLE Carole, CORREA Christia, MARIN Angela
- sur la liste Escalquens Un nouveau cap :-

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

RELEVÉ DES DÉCISIONS

Numéro	Date	Objet	Montant HT	Montant TTC	Date d'affichage et de notification
D-2026-20	14/04/26	Acquisition illuminations de Noël – BLACHERE ILLUMINATION	5 590,50 €	6 708,60 €	21/04/26
D-2026-22	17/04/26	Convention d'occupation précaire – 1 avenue de la Mairie – Du 01/05/2026 au 31/10/2026	250 € / mois		27/04/26
D-2026-21	16/04/26	Prestation de service – Remise en état du panier de la nacelle	8 678,94 €	10 414,73 €	11/05/26
D-2026-23	04/05/26	Marché à procédure adaptée – 2026-001 – Rénovation énergétique du bâtiment de la Police municipale	Lot 1 – Maçonnerie-Ravalement de façades - RBMH : 65 957,55 € HT soit 79 149,06 € TTC Lot 2 – Menuiseries extérieures - S.M.A.P. : 23 396,31 € HT soit 28 075,57 € TTC Lot 3 : Chauffage-Climatisation : NEROCAN : 10 300,51 € HT soit 12 360,61 € TTC		11/05/26
D-2026-24	19/05/26	Convention d'occupation précaire – 4 rue des Cigales – Du 01/06/2026 au 31/05/2027	800 € / mois		26/05/26
D-2026-25	20/05/26	Bail professionnel – Local avocates – CIP – Du 01/06/2026 au 31/05/2032	650 € / mois		26/05/26
D-2026-26	20/05/26	Avenant bail professionnel du 18/02/2021 – Local de santé – CIP	1 079,13 € / mois		26/05/26
D-2026-28	26/05/26	Acquisition d'une armoire d'entretien – AXESS INDUSTRIES		435,31 €	28/05/26
D-2026-29	26/05/26	Acquisition de 20 tables pliantes – SARL NET COLLECTIVITE		1 285,68 €	28/05/26
D-2026-30	26/05/26	Prestation de service – Espace Numérique de Travail – Région Occitanie		82 €	28/05/26
D-2026-31	26/05/26	Acquisition de fontaines à eau – MANUTAN COLLECTIVITES	2 032,60 €	2 439,12 €	29/05/26

Monsieur le Maire : Nous reprenons notre séance avec l'information au Conseil municipal en application de la délibération du Conseil municipal en date du 10 avril 2026, qui sont le compte-rendu des décisions prises par le maire d'Escalquens. C'est un tableau qui vous a été communiqué dans le dossier. C'est une simple information, il n'y a pas de vote, mais y a-t-il des questions ? Pas de questions. Donc, on va passer à l'adoption du procès-verbal de la séance du 10 avril 2026, qui vous a été communiqué. Y a-t-il des questions sur ce procès-verbal ? Ou des commentaires ? Donc, s'il n'y en a pas, je soumets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

DÉLIBÉRATIONS

EXÉCUTIF MUNICIPAL

2026-53 – Désignation du représentant de la Ville à l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de Toulouse Aire Urbaine (AUAT) – Annule et remplace la délibération n° 2026-52 du 27 avril 2026

Rapporteur : Jean-Luc TRONCO

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 1. Il s'agit de la désignation du représentant de la ville à l'agence d'urbanisme et d'aménagement de Toulouse Aire Urbaine, donc l'AUAT. C'est une délibération qui annule la délibération du 27 avril 2026, où nous avions désigné le maire. Et réflexion faite, nous proposons plutôt de désigner Monsieur Guillaume MORLAS, qui est premier adjoint en charge de l'urbanisme. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? S'il n'y en a pas, je soumets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Donc, adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

La Ville d'Escalquens est membre de l'association dénommée l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement Toulouse Aire Urbaine (AUAT) créée en 1972, qui rassemble des représentants locaux de l'État, de collectivités membres et d'organismes associés. Cette association a pour vocation de favoriser le développement urbain durable de l'agglomération toulousaine dans son espace régional.

L'AUAT est composée de membres de droit, de membres adhérents et de membres associés conformément à l'article 4 de ses statuts. La Ville d'Escalquens est un membre adhérent.

Le Conseil municipal est donc invité à procéder à la nomination de son représentant en application de l'article L2121-33 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Par ailleurs, il est proposé de procéder à cette désignation en vertu de l'article L.2121-21 du CGCT, qui dispose que le vote des délibérations doit être secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ou lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission finances / ressources humaines / administration convoquée le 27 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal :

- APPROUVE la désignation de Monsieur Guillaume MORLAS en tant que représentant de la Ville à l'AUAT.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

2026-54 – Désignation d'un représentant au Conseil d'administration du collège d'Escalquens Jane Dieulafoy – Annule et remplace délibération n° 2026-49 du 27 avril 2026

Rapporteur : Jean-Luc TRONCO

DÉBATS

Monsieur le Maire : Une délibération modificative pour désigner le représentant de la ville d'Escalquens au Conseil d'administration du collège d'Escalquens, Jane Dieulafoy. Précédemment, nous avions désigné le maire en tant que titulaire et Madame Véronique ROUX en tant que suppléante. Il y a un petit changement par rapport à ce qu'on avait initialement envisagé. On propose de mettre en titulaire Monsieur Brice BAESSA et en suppléante Madame Véronique ROUX. Il y a donc une petite modification sur le projet de délibération. Il faudra intervertir les deux noms. Y a-t-il des questions ? S'il n'y a pas de questions, je soumets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

Le Code de l'Éducation dans son article R.421-16 détaille la composition du Conseil d'administration d'un collège. Présidé par le principal, il comporte un représentant de la commune désigné par le Conseil municipal.

De ce fait, il est proposé de le désigner en vertu de l'article L.2121-21 du Code général des collectivités territoriales, qui dispose que le vote des délibérations doit être secret lorsqu'un tiers des membres présents le réclame ou lorsqu'il y a lieu de procéder à une nomination, sauf si le Conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret pour les nominations.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission finances / ressources humaines / administration convoquée le 27 mai 2026,

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré :

- DÉSIGNE comme représentant au sein du Conseil d'administration du collège d'Escalquens Jane Dieulafoy, Monsieur Brice BAESSA.

- DÉSIGNE comme suppléant au sein du Conseil d'administration du collège d'Escalquens Jane Dieulafoy, Madame Véronique ROUX.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

URBANISME

2026-55 – Délégation partielle à la Communauté d'agglomération du Sicoval du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur les secteurs de développement économique Ue et Us-0 du Plan Local d'Urbanisme en vigueur – ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N°2025-63 du 25/09/2025

Rapporteur : Guillaume MORLAS

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 3. Je vais céder la parole à Monsieur Guillaume MORLAS, premier adjoint en charge de l'urbanisme. Cela concerne le droit de préemption urbain renforcé au profit du Sicoval, Guillaume.

Guillaume MORLAS : L'objet de la délibération, c'est l'institution du droit de préemption urbain renforcé, DPUR, sur les secteurs de développement économique UE-US, qui correspondent à la ZAC de la Masquère, ZA Bogues, ZA de la Cousquille, ZA de la Grave. La commune a institué le PLU simple le 24 avril 2025, et conformément à l'article L211-4 du Code de l'urbanisme, la commune peut instituer le DPU renforcé à certaines transactions exclues du droit de préemption simple. Il est nécessaire d'instituer le droit de préemption renforcé sur les secteurs de développement économique du PLU, parce que la communauté d'agglomération du Sicoval est compétente pour le développement économique et l'aménagement de l'espace communautaire, au titre de ses compétences obligatoires conférées par l'article 5216-5.1 du Code général des collectivités territoriales. Par conséquent, il est proposé de déléguer les secteurs de développement économique de la commune, tel que défini sur les plans qui ont été annexés à la précédente délibération. Le Sicoval pourra intervenir sur des transactions qui pourraient être contradictoires avec les vocations de ces zones, qui constitueraient pour lui un intérêt, notamment au regard du schéma de développement économique du territoire. Cela inclut notamment la constitution de réserves foncières, toutes les actions ou opérations d'aménagement visant à maintenir la destination, l'extension ou l'accueil d'activités économiques. Cette délégation partielle entraîne la nécessité d'une délibération du Conseil communautaire du Sicoval, pour permettre aux représentants de l'accepter. À ce titre, il convient d'abroger la précédente délibération du 25 septembre 2025, étant donné qu'elle était incomplète et ne portait pas institution du DPUR, et la délibération du 17 décembre 2013, afin de mettre à jour le nouveau périmètre du DPUR au regard des évolutions du nouveau PLU en vigueur.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Guillaume, pour cette présentation. Y a-t-il des questions sur cette délibération ? Madame LOCRE.

Véronique LOCRE : Une question, puisque ça a été modifié, vous avez rajouté le secteur U-qv. Ce n'était pas dans le projet de délibération. La question, c'était de savoir pourquoi le secteur U-qv est inclus dans le périmètre du DPUR, mais exclu de la délégation du Sicoval ?

Guillaume MORLAS : U-qv, c'est l'aire de voyage, qui appartient déjà au Sicoval, donc il ne va pas y avoir...

Véronique LOCRE : Ah, elle appartient déjà au Sicoval.

Guillaume MORLAS : Il ne va pas y avoir de DPU renforcé à ce niveau-là.

Véronique LOCRE : Alors, pourquoi vous l'avez... D'accord.

Guillaume MORLAS : Et ça ne concerne pas une activité économique, en plus.

Véronique LOCRE : Oui, ça d'accord, mais ça a été rajouté dans la délibération. Je ne comprends pas. Pourquoi ça a été rajouté dans la délibération ?

Guillaume MORLAS : Je ne sais pas pourquoi elle a été rajoutée.

Monsieur le Maire : Mme la Directrice Générale des Services va nous expliquer.

Guillaume MORLAS : Juridiquement, on ne peut pas déléguer entièrement le DPUR au Sicoval.

Suspension de séance de 19h17 à 19h19 durant l'intervention de la Directrice générale des services par intérim.

Monsieur le Maire : C'est une petite modification de dernière minute. Et nous avons l'explication. Y a-t-il d'autres questions ? S'il n'y en a pas, je soumets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

Vu l'article L.211-1 et suivants du code de l'urbanisme permettant aux communes dotées d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) d'instituer un droit de préemption urbain ;

Vu l'article L.210-1 du code de l'urbanisme permettant aux communes de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'actions ou d'opérations d'aménagement définis à l'article L.300-1 du même code par l'acquisition de biens à l'occasion de mutations ;

Vu l'article L.211-4 du code de l'urbanisme permettant aux communes d'instituer un droit de préemption urbain renforcé ;

Vu l'article L.213-3 du code de l'urbanisme permettant aux communes, titulaires du droit de préemption urbain, d'en déléguer l'exercice à un établissement public ;

Vu l'article R.211-1 et suivants du code de l'urbanisme ;

Vu le Plan Local d'Urbanisme révisé et approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 24 avril 2025 ;

Vu la délibération du 17 décembre 2013 concernant l'institution du DPU renforcé et délégation de son exercice à la Communauté d'agglomération du Sicoval ;

Vu la délibération n°2025-63 du Conseil municipal en date du 25 septembre 2025 relative à la délégation partielle de l'exercice du DPU simple et renforcé sur les secteurs Ue et Us-0 à la Communauté d'agglomération du Sicoval ;

Vu l'examen du projet de délibération par la Commission Urbanisme / Technique / Environnement convoquée le 26 mai 2026 ;

Monsieur le Maire rappelle que la commune peut instituer le droit de préemption urbain renforcé (DPUR) pour certaines transactions exclues du droit de préemption simple. En effet, conformément aux dispositions de l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme, le DPU renforcé trouve ainsi à s'appliquer :

a) À l'aliénation d'un ou plusieurs lots constitués soit par un seul local à usage d'habitation, à usage professionnel ou à usage professionnel et d'habitation, soit par un tel local et ses locaux accessoires, soit par un ou plusieurs locaux accessoires d'un tel local, compris dans un bâtiment effectivement soumis, à la date du projet d'aliénation, au régime de la copropriété, soit à la suite du partage total ou partiel d'une société d'attribution, soit depuis dix années au moins dans les cas où la mise en copropriété ne résulte pas d'un tel partage, la date de publication du règlement de copropriété au fichier immobilier constituant le point de départ de ce délai ;

b) À la cession de parts ou d'actions de sociétés visées aux titres II et III de la loi n° 71-579 du 16 juillet 1971 et donnant vocation à l'attribution d'un local d'habitation, d'un local professionnel ou d'un local mixte et des locaux qui lui sont accessoires ;

c) À l'aliénation d'un immeuble bâti, pendant une période de quatre ans à compter de son achèvement.

Il indique que la commune poursuit des objectifs tendant à maintenir et conforter l'évolution et le développement de l'activité économique en procédant à une densification mais aussi potentiellement, à un renouvellement des espaces économiques. En conséquence, il propose de renforcer le droit de préemption

urbain sur les zones UE, US-0 et Uq-v du PLU en vigueur, correspondants aux secteurs de développement économique suivants et définis aux plans annexés à la présente délibération :

- UE : La Masquère, les Bogues, La Grave, La Cousquille ;
- US-0 : La Cousquille ;
- Uq-v : La Masquère

Il précise la nécessité de renforcer ce DPU sur :

- La zone UE (La Masquère, les Bogues, La Grave, La Cousquille) et la zone Uq-v du PLU afin de disposer d'une vision globale des transactions au sein des secteurs concernés et de pouvoir faire valoir ce droit de préemption afin de maitriser toute évolution potentielle de destination, comme les projets de démolition, reconstruction et construction. L'objectif est de veiller à ce qu'ils ne s'inscrivent pas en contradiction avec le schéma de développement économique de la Communauté d'agglomération du Sicoval et les politiques d'aménagement et de développement de la commune et de l'intercommunalité. Cette institution permet également de maitriser l'évolution et le développement des activités existantes et pouvoir intervenir pour renforcer leur rayonnement.

- La zone US-0 de la Cousquille à vocation commerciale, ce renforcement est justifiée par la nécessité de maîtriser l'évolution et le développement du secteur commercial au bénéfice des habitants et au dynamisme de la commune et par la nécessité de renforcer la polarité de commerces et de services situés sur un axe stratégique (RD16).

Conformément à l'article L.213-3 du Code de l'Urbanisme, qui autorise les communes titulaires du droit de préemption urbain à déléguer son exercice à un établissement public, Monsieur le Maire propose de déléguer une partie de l'exercice du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) au Sicoval. En effet, celui est compétent pour le développement économique et l'aménagement de l'espace communautaire au titre de ses compétences obligatoires conférées par l'article L.5216-5 I du code général des collectivités territoriales.

Cette délégation concerne les zones UE et US-0 du PLU en vigueur, correspondants aux secteurs de développement économique suivants et définis aux plans annexés à la présente délibération :

- UE : La Masquère, les Bogues, La Grave, La Cousquille ;
- US-0 : La Cousquille

Par conséquent, le Sicoval pourra intervenir sur des transactions qui pourraient être contradictoires avec la vocation de ces zones ou qui constitueraient pour lui un intérêt notamment au regard du schéma de développement économique. Cela inclut notamment la constitution de réserves foncières d'intérêt communautaire ainsi que toutes les actions ou opérations d'aménagement visant à maintenir la destination, l'extension ou l'accueil des activités économiques.

Monsieur le Maire précise que cette délégation partielle du DPUR entraîne la nécessité d'une délibération du Conseil communautaire du Sicoval pour permettre aux représentants de l'accepter.

Aussi, Monsieur le Maire rappelle qu'il est nécessaire d'abroger la délibération n°2025-63 du 25 septembre 2025 étant donné que celle-ci était incomplète et ne portait pas institution du DPUR et la délibération du 17 décembre 2013 afin de mettre à jour le nouveau périmètre au regard des évolutions du nouveau Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **d'abroger** la délibération du 17 décembre 2013 afin de mettre à jour le nouveau périmètre au regard des évolutions du Plan Local d'Urbanisme en vigueur.

➢ **d'abroger** la délibération n°2025-63 du Conseil municipal en date du 25 septembre 2025 relative à la délégation partielle de l'exercice du DPU simple et renforcé sur les secteurs Ue et Us-0 à la Communauté d'agglomération du Sicoval ;

➢ **décide** d'instituer le droit de préemption urbain aux aliénations et cessions prévues à l'article L.211-4 du Code de l'Urbanisme sur les zones UE, US-0 et Uq-v du Plan Local d'Urbanisme en vigueur telles qu'elles figurent aux plans annexés à la présente délibération ;

➢ **de déléguer** le DPUR au profit de la Communauté d'agglomération du Sicoval sur les secteurs de développement économique Ue et Us-0 tels qu'ils sont définis sur les plans en annexe joints à la présente. Cette délégation partielle devra être soumise à l'acceptation de la Communauté d'agglomération du Sicoval ;

➢ **d'autoriser** Monsieur le Maire ou son Représentant à faire toutes les démarches nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

La présente délibération, définissant le périmètre où s'applique le DPU renforcé sur le territoire communal, sera annexée au dossier du PLU.

En application de l'article R.211-3 du Code de l'Urbanisme, une copie de la délibération et du plan annexé sera transmise sans délai :

- Au Préfet de la Région Occitanie et de la Haute-Garonne,
- Au Directeur Régional des Finances Publiques,
- A la chambre Départementale des Notaires,
- Au Barreau constitué près le Tribunal Judiciaire de Toulouse,
- Au Greffe du même Tribunal,
- A la Communauté d'agglomération du Sicoval.

Un registre sur lequel seront transcrites toutes les acquisitions réalisées par voie de préemption ainsi que l'utilisation effective de ces biens sera ouvert en mairie et mis à la disposition du public conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

FINANCES

2026-56 – Décision modificative n°1

Rapporteur : Françoise DOISY

DÉBATS

Monsieur le Maire : La délibération numéro 4, donc, concerne les finances, et c'est Françoise Doisy, donc, adjoint en charge des ressources, qui va nous la présenter.

Françoise DOISY : Merci, Monsieur le Maire. Il s'agit d'une décision modificative, c'est la numéro 1. Nous avons adopté un budget primitif le 27 avril 2026, document prévisionnel qui permet d'engager dépenses et recettes pour l'année. Le législateur nous permet toutefois de modifier ce document au cours de l'exercice budgétaire par décision modificative. L'objectif, c'est d'ajuster d'une part les prévisions inscrites au budget primitif et d'inscrire d'autre part de nouveaux besoins qui peuvent apparaître. C'est le cas puisque le CCAS d'Escalquens doit s'acquitter de la cotisation d'assurance statutaire, des dépenses qui n'étaient pas prévues. Donc, il convient d'augmenter la subvention du CCAS pour lui permettre de couvrir cette dépense. Vous avez le détail dans la délibération ; augmentation de la subvention pour 18 500 euros et diminution des crédits du chapitre 11, donc sur le 611, pour le même montant. Une écriture comptable qui permet au CCAS de payer sa cotisation d'assurance maladie. Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup pour cette présentation. Y a-t-il des questions dessus ? S'il n'y en a pas, je soumets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

Le CCAS d'Escalquens doit s'acquitter de la cotisation d'assurance statutaire. Cette dépense n'étant pas prévue, il convient donc d'augmenter la subvention au CCAS pour couvrir cette dépense.

Le virement de crédits serait le suivant :

Désignation	Dépenses (1)		Recettes (1)	
	Diminution de crédits	Augmentation de crédits	Diminution de crédits	Augmentation de crédits
FONCTIONNEMENT				
D-611-020 : Contrats de prestations de services	18 500.00 €	0.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	**18 500.00 €**	**0.00 €**	**0.00 €**	**0.00 €**
D-657363-420 : Subventions de fonctionnement au CCAS/CIAS	0.00 €	18 500.00 €	0.00 €	0.00 €
TOTAL D 65 : Autres charges de gestion courante	**0.00 €**	**18 500.00 €**	**0.00 €**	**0.00 €**
Total FONCTIONNEMENT	**18 500.00 €**	**18 500.00 €**	**0.00 €**	**0.00 €**

Vu l'article L. 1612-11 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la nomenclature budgétaire et comptable M57 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 27 avril 2026 approuvant le Budget Primitif ;

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission Finances / Ressources humaines / Administration convoquée le 27 mai 2026 ;

Considérant qu'il y a lieu de procéder à des ajustements budgétaires en section de fonctionnement comme indiqué dans le tableau annexé à la présente ;

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- **D'ADOPTER** la Décision Modificative n°1 de l'exercice 2026 pour le budget principal telle que détaillée ci-dessus.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

2026-57 – Revalorisation annuelle des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure

Rapporteur : Brice BAESSA

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 5, c'est la taxe locale de publicité extérieure. C'est Brice BAESSA, conseiller délégué en charge des finances, qui va la présenter.

Brice BAESSA : Merci, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Sachant qu'il y a un petit changement. Je te laisse présenter.

Brice BAESSA : Parmi les outils de fiscalité locale pour les communes se trouve la taxe locale de la publicité extérieure. La commune d'Escalquens a une tradition de proposer des tarifs au mètre carré qui sont souvent en dessous du cadre légal qui est défini par la réglementation. Pour 2027, le cadre légal part de tarifs normaux et de tarifs majorés. Jusqu'ici, les tarifs de la commune étaient un peu en-dessous des tarifs normaux. L'opportunité de faire une petite indexation cette année se trouve d'être dans cette fourchette-là. L'idée n'est pas de faire une indexation mais de faire une légère augmentation très acceptable de 5 euros sur chaque item. Sauf sur l'item des petites enseignes où nous ferions une augmentation à peine de 1 euro par mètre carré. Notons qu'en suivant les principes dérogatoires qui avaient été définis, en sont exonérés les pré-enseignes de moins de 1,50 mètres carrés et les enseignes de moins de 7 mètres carrés.

Monsieur le Maire : Merci, Brice. Y a-t-il des questions ? L'idée, vous avez compris, c'est d'une augmentation, donc, modérée sur les petites enseignes, et puis le maximum de l'augmentation sur les grosses enseignes. S'il n'y a pas de questions, je soumets au vote. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

Une commune peut, par délibération prise avant le 1er juillet de l'année précédant celle de l'imposition, revaloriser les tarifs communaux de la taxe locale sur la publicité extérieure au regard des tarifs normaux applicables en 2027 prévus aux articles A454-10, A454-11, A454-12, L454-58 à L454-62-1 du Code des impositions des biens et services (CIBS).

Ces tarifs peuvent être portés à un niveau inférieur par la collectivité délibérante.

Pour les communes appartenant à un EPCI, ces tarifs peuvent être majorés en application de l'article L.454-62-1 du CIBS.

	Tarifs normaux 2027	Tarifs majorés 2027	Tarifs commune 2026
dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage non numérique) de surface < ou = à 50 m²	19,10 €	25 €	18,40 €
dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage non numérique) de surface > 50 m²	38,10 €	50,10 €	25,40 €
enseignes de surface < ou = à 12 m²	19,10 €	25 €	18,40 €
enseignes de surface comprise entre 12 et 50 m²	38,10 €	50,10 €	32,60 €
enseignes de surface > 50 m²	76,30 €	100,40 €	61,30 €

Le montant proposé de revalorisation pour les tarifs 2027 est de 1 € / m² pour les enseignes de surface < ou = à 12 m² et 5 € / m² pour les autres dispositifs.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission finances / ressources humaines / administration convoquée le 27 mai 2026 ;

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- DE FIXER les nouveaux tarifs applicables à partir du 01/01/2027 tels qu'en suivant :

  - dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage non numérique) de surface < ou = à 50 m² : 23,40 € par m²

  - dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage non numérique) de surface > 50 m² : 30,40 € par m²

  - enseignes de surface < ou = 12 m2 : 19,40 € par m²

  - enseigne de surface comprise entre 12 et 50 m² : 37,60 € par m²

  - enseigne de surface > 50 m² : 66,30 € par m²

- DE MAINTENIR les exonérations prévues dans la délibération du 16 juin 2010.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à

Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

RESSOURCES HUMAINES

2026-58 – Mise en place d'un Comité Social Territorial commun entre la Commune d'Escalquens et le CCAS d'Escalquens

Rapporteur : Françoise DOISY

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 6 sera présentée par Madame Françoise DOISY, déléguée aux ressources, puisqu'il s'agit de la mise en place d'un comité social territorial commun entre la commune d'Escalquens et le CCAS d'Escalquens.

Françoise DOISY : Merci, Monsieur le Maire. Les prochaines élections professionnelles fixées au 10 décembre 2026 permettront de mettre en place le CST ainsi que la formation spécialisée. Le CST est un organe consultatif. La formation spécialisée issue du CST concerne la santé, la sécurité et les conditions de travail. Le CST est composé de représentants des collectivités territoriales sous l'appellation collège employeur, ainsi que des représentants du personnel dont la durée du mandat est fixée à 4 ans. Nous avons donc opté pour un CST commun entre la commune et le CCAS d'Escalquens. Nous avons, nous, notre délibération ce soir et je crois que le CCAS a pris la délibération le 3 juin, c'est-à-dire avant-hier. Auparavant, donc, 6 mois avant la date du scrutin, nous avons organisé une concertation avec les organisations syndicales. La réunion a eu lieu le 19 mai 2026. Il convient que nous nous prononcions sur le nombre de représentants du personnel fixé à 3 à la demande des organisations syndicales, le maintien de la parité entre le collège des représentants du personnel et le collège employeur et le recueil des votes du collège employeur. J'ai terminé.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Françoise. Y a-t-il des questions ou des commentaires sur cette délibération ? S'il n'y en a pas, je soumets au vote. Qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L.251-7,
Vu le Code de l'action sociale et des familles, notamment son article L.123-4,

Le Maire rappelle que les comités sociaux territoriaux sont chargés de l'examen des questions collectives de travail ainsi que des conditions de travail.

Le Maire indique aux membres de l'organe délibérant que conformément à l'article L.251-7 du Code général de la fonction publique, par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un ou plusieurs établissements publics rattachés à cette collectivité, un comité social territorial commun peut être mis en place, lorsque l'effectif global employé est au moins de cinquante agents.

Considérant, pour des raisons de bonne gestion, l'intérêt de disposer d'un comité social territorial unique compétent pour l'ensemble des agents de la commune et du CCAS,

Le Maire précise qu'au 1er janvier 2026, les effectifs cumulés de fonctionnaires titulaires, fonctionnaires stagiaires, agents contractuels de droit public et agents contractuels de droit privé, comptabilisés dans le respect des conditions prévues par les articles R. 211-29 à R. 211-31 et R. 252-35 du Code général de la fonction publique précité sont de 90 agents, conformément aux effectifs détaillés suivants :
- commune = 82 agents,
- CCAS = 8 agents,

Cet effectif cumulé de 90 agents au 1er janvier 2026 comporte :

- 29 hommes, soit 32 % des effectifs recensés ;
- 61 femmes, soit 68 % des effectifs recensés.

Enfin, il convient également de se prononcer sur :
- le maintien ou non du paritarisme ;
- le recueil ou l'absence de recueil de l'avis du collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics : c'est-à-dire que l'avis du comité social territorial sera rendu, le cas échéant, après avoir recueilli l'avis, d'une part, du collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics et, d'autre part, l'avis du collège des représentants du personnel. Chaque collège émet son avis à la majorité de ses membres présents ayant voix délibérative.

Considérant que la consultation des organisations syndicales a eu lieu le 19 mai 2026, soit au moins six mois avant la date du scrutin, qui aura lieu le 10 décembre 2026.

Considérant l'intérêt de disposer d'un comité social territorial commun à la commune et au CCAS, Monsieur le Maire propose la création d'un comité social territorial commun.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la Commission « Finances/ressources/Administration » convoquée le 27 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- la création d'un comité social territorial unique compétent pour les agents de la commune d'Escalquens et du CCAS d'Escalquens,
- de placer ce comité social commun auprès de la commune d'Escalquens,
- la création également d'une formation spécialisée,
- de fixer le nombre de représentants titulaires du personnel (et en nombre égal le nombre de représentants suppléants) à 3,
- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité ou de l'établissement égal à celui des représentants du personnel titulaires et suppléants,
- ce nombre est ainsi fixé à 3 pour les représentants titulaires de la collectivité ou de l'établissement et nombre égal de suppléants,
- de recueillir l'avis du collège des représentants des collectivités territoriales et établissements publics,
- d'informer le Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la création de ce comité social territorial commun et de transmettre la délibération portant création du comité social territorial commun.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

2026-59 – Tenue du débat obligatoire relatif à la protection sociale complémentaire

Rapporteur : Françoise DOISY

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 7, c'est toujours Françoise DOISY, pour la tenue du débat obligatoire relatif à la protection sociale complémentaire sur la commune.

Françoise DOISY : Merci, Monsieur le Maire. Nous avons effectivement une obligation légale. L'enjeu pour les employeurs publics est de créer une PSC, protection sociale complémentaire pour les agents territoriaux. Et il y a deux volets qui sont concernés, le volet santé et le volet prévoyance. Nous avons effectivement une réforme qui date de 2019 pour la première, avec l'obligation issue de la loi de la transformation de la fonction publique et une ordonnance du 17 février 2021. Et cette réforme vise à harmoniser les droits entre secteur public et privé, puisque jusqu'à présent, dans le secteur public, il n'y avait pas cette obligation de PSC. Donc, les deux volets concernés, la santé, c'est-à-dire remboursement complémentaire des frais médicaux, avec un minimum qui a été fixé à 50 % d'un montant de référence qui est de 30 euros. Le minimum est de 15 euros par personne. Et le deuxième volet, c'est la prévoyance, c'est-à-dire couverture des risques d'incapacité, invalidité et décès. La collectivité pouvait choisir entre deux dispositifs distincts. La labellisation, c'est-à-dire la participation au coût des contrats individuels souscrits par les agents, à condition que ces contrats soient labellisés par des organismes accrédités. Ou la convention de participation, c'est-à-dire souscription d'un contrat collectif par l'employeur, après mise en concurrence, éventuellement via le centre de gestion pour mutualiser les coûts. Donc, le choix de la commune d'Escalquens, ça a été le premier, c'est-à-dire la labellisation, c'est-à-dire laisser à chaque agent la possibilité de prendre sa propre couverture sociale, à condition qu'elle soit labellisée. Les montants : nous avons décidé d'aller au-delà des montants minimum de 15 euros et de les moduler selon le revenu annuel. Donc, pour un revenu inférieur à 16 500 euros, le montant de participation est de 22 euros. Pour un revenu compris entre 16 500 et 26 000 euros, la participation est de 19 euros et elle est de 16 euros pour les revenus supérieurs à 26 000 euros. Ça, c'est pour le risque santé, c'est depuis le 1er janvier 2026. Pour le risque prévoyance, le montant de la participation est fixe de 8,50 euros mensuels pour les agents qui adhèrent à la convention de participation du CDG 31. Donc, en conclusion, ce qu'on peut dire, c'est que cette réforme de la protection sociale complémentaire marque une étape majeure dans l'harmonisation des droits sociaux entre secteur public et secteur privé. Et donc, à Escalquens, la mise en œuvre combine labellisation pour la santé et convention de participation pour la prévoyance avec une approche progressive et ciblée. J'ai terminé, Monsieur le Maire.

Monsieur le Maire : Le montant global, tu l'as en tête ?

Françoise DOISY : Je l'ai peut-être. On avait pris le montant maximum. C'est vrai qu'on avait le choix. Je ne l'ai pas pris, mais je vais le retrouver. Je peux le sortir.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, en tout cas, pour cette présentation, Françoise. Y a-t-il des questions ou des commentaires sur la mise en place de cette complémentaire ? Nous ne devons pas adopter le dispositif, mais nous devons prendre acte de la tenue du débat. Donc, s'il n'y a pas de demande d'intervention, je propose de soumettre au vote la prise d'acte du débat sur ce sujet. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci. Donc, coût pour la collectivité, c'est 11 316. C'est l'information qu'on cherchait.

VOTE

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu la loi n°2025-1251 du 22 décembre 2025 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux,

Vu le décret n°2022-581 du 20 avril 2022 relatif aux garanties de protection sociale complémentaire et à la participation obligatoire des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents,

Vu l'ordonnance n°2021-175 du 17 février 2021 relative à la protection sociale complémentaire dans la fonction publique,

Le Maire rappelle à l'assemblée :
Conformément à l'article L827-12 du Code général de la fonction publique territoriale, dans les six mois suivant leur renouvellement général, les assemblées délibérantes des collectivités territoriales et de leurs établissements publics organisent un débat portant sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire.
Il s'agit d'un débat sans vote

Monsieur le Maire précise ce qu'est la protection sociale complémentaire et les modalités actuelles de participation ainsi que les garanties proposées aux agents. La protection sociale complémentaire comprend à la fois un volet santé et un volet prévoyance. Le volet santé comprend la prise en charge des frais tels que consultations, médicaments, hospitalisations, dentaire / optique / auditif et le volet prévoyance correspond à la protection des agents et de leurs proches en cas de perte de rémunération suite à la maladie, l'invalidité ou le décès.

Depuis le 1er janvier 2024 alors que ce n'était obligatoire qu'à compter du 1er janvier 2025, les agents qui ont adhéré au contrat prévoyance proposé par la Collectivité perçoivent une participation mensuelle de 8,50 € et depuis le 1er janvier 2026 les agents pouvant attester d'une mutuelle santé labellisée, perçoivent une participation mensuelle de 16, 19 ou 23 € en fonction de leurs revenus.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission « Finances/Ressources/ Administration » convoquée le 27 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil Municipal décide :

- de prendre acte de la tenue du débat obligatoire sur les garanties accordées aux agents en matière de protection sociale complémentaire

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

2026-60 – Création d'un emploi permanent à temps complet pour permettre le recrutement d'un agent et son détachement sur l'emploi fonctionnel de DGS (H/F)

Rapporteur : Françoise DOISY

DÉBATS

Monsieur le Maire : Nous allons passer à la délibération numéro 8. Elle sera présentée par Françoise DOISY, sur la création d'un emploi permanent à temps complet.

Françoise DOISY : Nous avons mis fin de façon anticipée à compter du 1er octobre 2025 au détachement sur l'emploi fonctionnel de directrice générale des services d'un agent titulaire qui est attaché principal dans notre collectivité. C'est un poste essentiel. Nous avons donc lancé une procédure de recrutement d'un nouveau DGS, accompagnés par le CDG 31. Cette procédure est en cours. Donc, afin de permettre le recrutement du ou de la candidate qui sera retenue, il s'avère nécessaire de créer un poste à temps complet au grade d'attaché et au grade d'attaché principal, ne sachant pas à ce jour quel sera le grade détenu par la personne recrutée. Donc, la personne en question sera détachée le jour même de sa nomination sur l'emploi fonctionnel de DGS.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Y a-t-il des demandes de précision sur cette mécanique juridique ? Monsieur LALA.

Yacin LALA : Juste une précision. L'emploi fonctionnel de direction existe actuellement au niveau du tableau des effectifs. Parce qu'il vous faut un emploi fonctionnel de direction. Et un grade. Ce qu'on crée, là, c'est juste le grade d'attaché ou d'attaché principal. Qui n'était pas...

Monsieur le Maire : Voilà, parce que le précédent emploi, en fait, c'était un grade, je parle sous le contrôle de Françoise et du service, d'attaché principal. Et donc, là, on pourra recruter comme ça tout grade, y compris un grade d'attaché.

Yacin LALA : Ce sera bien... Ça a été précisé, un emploi fonctionnel de direction. D'accord. Merci.

Monsieur le Maire : D'autres interventions ? Non, je soumets au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.313-1,

Considérant le tableau des emplois,

Le Maire rappelle à l'assemblée :
Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public.
Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.
Un emploi fonctionnel de Directeur Général des Services à temps complet a été créé par délibération du 20 janvier 2016, enregistrée en Préfecture le 26 janvier 2016.
Ce poste est vacant suite à la cessation anticipée du détachement sur cet emploi de la précédente DGS, effective à compter du 1er octobre 2025.
Afin de permettre à l'autorité territoriale de confier la responsabilité de la direction de l'ensemble des services à un cadre chargé d'en coordonner l'organisation, il convient de recruter un nouveau Directeur Général des Services (H/F)

La délibération portant création d'un ou plusieurs emplois permanents doit préciser :
- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35èmes).

Dans ce cadre, Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante :
- la création d'un emploi permanent à temps complet sur les grades d'Attaché et d'Attaché Principal afin de permettre le recrutement d'une personne pour la détacher sur l'emploi fonctionnel de DGS.

La rémunération et le déroulement de carrière correspondront aux cadres d'emplois concernés.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la Commission « Finances/Ressources/Administration » convoquée le 27 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration décide :

- de créer un emploi permanent à temps complet sur les grades d'Attaché et d'Attaché Principal.
- les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent qui sera recruté sont inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.
- Le tableau des effectifs relatif aux emplois permanents sera modifié en conséquence.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

2026-61 – Création d'un emploi permanent de «Médiathécaire» à temps complet

Rapporteur : Françoise DOISY

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 9. Toujours Françoise DOISY pour la création d'un emploi permanent au profit de la médiathèque.

Françoise DOISY : Suite à la disparition au début du mois de janvier 2026 d'un agent de la médiathèque qui détenait le grade d'adjoint du patrimoine principal de première classe, nous avons recruté dans un premier temps un agent contractuel qui est présent depuis le 9 février 2026. Donc, il convient de créer un poste de médiathécaire à temps complet sur les différents grades du cadre d'emploi, adjoint de patrimoine, à savoir adjoint tout court de patrimoine, adjoint de patrimoine principal deuxième classe et adjoint du patrimoine principal de première classe afin de stabiliser l'équipe en cours.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. Des questions ? Donc, là, c'est pareil. C'est un ajustement. On n'accroît pas les effectifs. On remplace, en fait, un agent qui nous a quittés trop tôt. Pas d'autres questions ? Donc, je propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité, merci.

VOTE

Vu le Code général des collectivités territoriales,
Vu le Code général de la fonction publique, et notamment son article L.313-1,

Considérant le tableau des emplois,

Le Maire rappelle à l'assemblée :
Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement public.

Il appartient donc au Conseil municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services.

La délibération portant création d'un ou plusieurs emplois permanents doit préciser :
- le grade ou, le cas échéant, les grades correspondant à l'emploi créé,
- pour un emploi permanent à temps non complet, la durée hebdomadaire de service afférente à l'emploi en fraction de temps complet exprimée en heures (... / 35èmes).

Dans ce cadre, Monsieur le Maire propose à l'assemblée délibérante :
- la création d'un emploi permanent de «Médiathécaire» à temps complet.

Cet emploi relèvera du cadre d'emplois d'Adjoint territorial du Patrimoine aux grades d'adjoint du patrimoine, d'adjoint du patrimoine principal de 2ème classe, d'adjoint du patrimoine principal de 1ère classe et sera pourvu conformément aux dispositions législatives et réglementaires régissant les conditions générales et particulières de recrutement des agents de la Fonction Publique Territoriale.

La rémunération et le déroulement de carrière correspondront aux cadres d'emplois concernés.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la Commission « Finances/Ressources/Administration » convoquée le 27 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil d'Administration décide :

- de créer un emploi permanent de «Médiathécaire» à temps complet sur tous les grades du cadre d'emplois des Adjoints du Patrimoine.
- les crédits nécessaires à la rémunération et aux charges de l'agent contractuel qui va être nommé stagiaire seront inscrits au budget aux chapitres et articles prévus à cet effet.
- Le tableau des effectifs relatif aux emplois permanents sera modifié en conséquence.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

LOGEMENTS

2026-62 – Présentation du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes portant sur l'accès au logement social dans l'agglomération toulousaine

Rapporteur : Djemel BEN SACI

DÉBATS

Marc-Olivier BEN SACI s'est absenté de 19h48 à 19h49.

Monsieur le Maire : La délibération suivante est, là aussi, une délibération qui est une exigence légale, puisqu'il s'agit de présenter les conclusions du rapport de la Chambre régionale des comptes. La Chambre régionale des comptes a un rapport public thématique qu'elle a conduit sur le logement social, sur toute l'aire de l'agglomération toulousaine, intégrant également le Sicoval. Et comme nous sommes membres du Sicoval, nous devons prendre connaissance des conclusions de ce rapport. Et je vais laisser la parole à M. BEN SACI, adjoint en charge des affaires sociales.

Djemel BEN SACI : Comme vous l'a dit, Monsieur le Maire, la Chambre régionale des Comptes a adressé à la commune le rapport d'observations définitives relatives à la gestion du Sicoval sur l'accès au logement social coordonné au sein de cinq établissements publics de coopération intercommunale de la grande agglomération toulousaine.

Le contexte et le cadre juridique : contrôle des comptes et gestion des cinq EPCI, dont le Sicoval, par la Chambre régionale des comptes d'Occitanie dans le cadre d'un rapport thématique régional sur l'accès au logement social pour une période de 2019 à 2025. Objectif : évaluer la production, l'attribution et l'information des demandeurs.

Les chiffres clés en 2024 : il y a 86 227 logements sociaux, plus 20 % depuis 2019 dans la métropole, dont 5954 pour le Sicoval. 16,7 % de logements sociaux : objectif légal non atteint, puisqu'il était de 20 %. 54 786 demandeurs, plus 31 % depuis 2019, avec 16 mois d'attente moyenne contre 13 mois en 2021. 44 ,6 millions d'euros de subventions aux bailleurs sociaux par les cinq EPCI, 9 % pour le Sicoval.

Les tensions et défis : déséquilibre entre l'offre et la demande, ralentissement de la construction depuis 2020, contexte économique, malgré une forte croissance démographique, plus 12 000 habitants par an. Stagnation des attributions, les occupants conservant plus longtemps leur logement, ce qui réduit les vacances. Dépendance des EPCI, les intercommunalités (PLH, aide à la pierre) ont un rôle limité face aux communes et bailleurs.

Problématiques identifiées : manque de transparence, seule Toulouse Métropole a mis en place un système de cotation des demandes. Objectif non atteint, seulement 37,5 % des logements attribués aux ménages prioritaires, qui était l'objectif. Inégalité territoriale, objectif de production non décliné par bailleurs ou communes, sauf Toulouse Métropole.

Recommandations clés : trajectoire de production pour les communes dépassant 3 500 habitants non appliqués dans le grand ouest toulousain. Décliner les objectifs par bailleur non appliqués par le Sicoval. Plan partenarial d'information et cotation des demandes d'ici 2027. Le Sicoval, c'est en cours. Analyse des parcours des publics prioritaires en conférence intercommunale, le Sicoval partiellement engagé.

Actions du Sicoval : mise en place d'un comité de programmation pour suivre les objectifs par commune. Convention intercommunale attribuée, adoptée fin 2025. Outils d'information, guides pratiques, sites internet suivis en temps réel des relogements.

D'après les recommandations émises par la Chambre régionale des comptes, il appartient à la commune de soumettre ce document au débat lors du Conseil municipal. Donc je vous propose, chers collègues, d'adopter la délibération suivante.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Djemel. Y a-t-il des questions, des interventions sur ce rapport de la Chambre régionale des comptes d'Occitanie ? Monsieur LALA.

Yacin LALA : Merci, Monsieur le Maire. C'est l'occasion de s'arrêter quelques minutes sur la situation d'Escalquens en termes de logements et de logements sociaux. Donc, en effet, la Chambre régionale des comptes met bien en évidence ces manquements en termes de logements sociaux. Et donc, si on se ramène sur le périmètre d'Escalquens, je voudrais savoir comment vous comptez rattraper le retard que nous avons sur la commune. Nous sommes à 19,6 % de logements sociaux pour un objectif à 25.

Djemel BEN SACI : Non, 20 pour l'instant.

Yacin LALA : Qui est toujours aujourd'hui, disons, sur le PLH, donc sur cet objectif-là. Le PLH, je rappelle qu'il indique qu'il faut produire 80 logements par an. Donc, si je prends 25 %, ça fait 20 logements sociaux par an, plus ensuite l'accession facilitée à la propriété, de l'ordre de 20 %, donc 16 logements de plus. Je voudrais savoir un peu quels sont vos plans, aujourd'hui, pour arriver quand même à sortir de ce manque de logements sociaux. Car Escalquens, c'est quand même un fort contributeur pour le Sicoval, de par sa population.

Djemel BEN SACI : Je voulais juste dire quelque chose avant. C'est vrai qu'on n'a pas atteint, mais en fait, c'est depuis 2018 qu'on est en-dessous du pourcentage normalement qui était demandé. C'est juste pour ça. C'est-à-dire qu'on n'a pas pu rattraper ce qui manquait précédemment. Et donc, les constructions qui sont venues par la suite n'ont fait que maintenir le taux à 19 et quelques pourcents, tel qu'il était il y a quelques années. Voilà. Après, pour l'avenir...

Monsieur le Maire : Pour répondre à votre question, Monsieur LALA, en fait, il ne vous a pas échappé que c'est un sujet que nous avons largement évoqué quand nous avons révisé le PLU et adopté le PLU, puisque les objectifs sont fixés, et surtout, pour répondre à votre question très précisément, le plan d'action, si je puis dire, ou les instruments mis en place à Escalquens pour atteindre le taux de 20 %. Aujourd'hui, on est à 20 %. C'est tout l'ensemble des dispositions que nous avons prises dans le PLU. Alors, vous les connaissez très bien, les opérations d'urbanisation qui sont évoquées à la fois en densification et en extension, avec des règles de construction minimale de logements sociaux dans chaque opération, avec l'idée que nous avons intégrée et inscrite dans le PLU, c'est d'éviter de construire des immeubles à 100 % de logements sociaux, mais plutôt de répartir les logements sociaux dans chaque opération, de manière à créer une vraie mixité sociale. Parce que l'expérience montre que sinon, c'est difficilement gérable en termes d'intégration sociale, d'accompagnement et autres, et de convivialité aussi, parce que c'est des sujets que nous, les maires, auxquels nous sommes confrontés. Et puis, également, de mettre l'accent de ne pas faire du logement social, je dirais, un peu n'importe comment parce qu'il faut absolument atteindre des objectifs. C'est facile de fixer des objectifs lorsqu'on est dans un bureau, quelque part, et de dire, ouais, voilà, il faut faire 20-25 % de logements sociaux, et puis si vous ne le faites pas, vous savez comment ça se passe avec les maires, et on est menacé, on est sanctionné, etc. Bon, je veux dire, le logement social, ce n'est pas fabriquer des chaussures. C'est fabriquer des logements où on va mettre des gens, des familles, qui doivent s'intégrer dans une vie locale. Et il faut quand même le faire intelligemment. Intelligemment, ça veut dire que, je le disais, une vraie mixité sociale, avec une vraie répartition, des logements de qualité, et puis aussi répondre à des besoins. Aujourd'hui, les besoins sur la commune, ce n'est pas forcément accueillir des grandes familles en grandes difficultés. C'est répondre à des besoins, notamment des personnes âgées, c'est la raison pour laquelle nous sommes en train de mettre en place une résidence de service qui sera, en fait, juridiquement du logement social, mais qui sera réservée aux personnes âgées d'Escalquens, et non pas des familles qu'on ne maîtrise pas, qu'on ne sait pas d'où elles viennent. Vous voyez, déjà, on répond à un besoin local. Enfin, il faut répondre aux besoins des jeunes ménages. Les jeunes ménages, lorsqu'on parle avec eux, ils ne sont pas forcément demandeurs d'être dans des logements sociaux locatifs. Dans la vie, ils ne rêvent pas de ça, et je les comprends. Par contre, ce qui les fait davantage rêver, c'est d'accéder à la propriété. Donc, nous avons prévu de privilégier cette voie, de l'accession aidée à la propriété. Alors certes, ça ne va pas nous faire rentrer toujours dans les ratios, et sans doute qu'on va se faire taper sur les doigts par Monsieur le Préfet, qui dira, « regardez, vous êtes à 19,6 et vous n'êtes pas à 20 %. Et je vais vous mettre une amende de 5 000 euros par an ». Bon, c'est une politique assumée. Oui, Monsieur LALA.

Yacin LALA : Merci, Monsieur le Maire. En effet, je comprends bien, vous avez expliqué, en effet, quel type de logement vous vouliez faire. Mais le PLU est, comme vous l'avez dit, un outil qui permet de définir des règles, mais aussi quand même une programmation. Et en fait, c'est sur ce point-là que je vous interroge. C'est-à-dire

que comment, en fait, concrètement, et dans quelle zone allons-nous démarrer la création de logements à Escalquens ? En se basant sur le PLU, bien sûr, qui cadre parfaitement les zones d'enjeu.

Monsieur le Maire : Comme je vous l'ai dit, la première opération, c'est la résidence de service, qui comprendra un peu plus d'une vingtaine de logements sociaux, dans la catégorie des logements sociaux. Ça, c'est la première étape. Et ensuite, les étapes, vous les connaissez, c'est le centre-ville, la zone des Capitouls, voilà. Donc là, je ne sais pas, je sais que vous avez une passion de la programmation, Monsieur LALA. Vous aimez bien avoir des choses sur le calendrier, dans l'agenda. Honnêtement, je peux vous faire toutes les programmations et les plans que vous souhaitez. On va déjà commencer par la résidence de service. Ensuite, on va faire la plaine des sports. Ça libérera le foncier pour faire le centre-ville. Donc tout ça, on va faire en sorte d'aller le plus vite possible. Maintenant, il y a des aléas que je ne maîtrise pas. On n'ira pas plus vite que la musique. On le fera selon les contraintes qui se posent à nous, à notre rythme, selon notre disponibilité aussi. Et puis attention, il y a une chose qu'on oublie aussi trop souvent, selon la conjoncture économique. Parce que les opérations, ce n'est pas la mairie, ce n'est pas les employés de mairie qui construisent les immeubles. Ce sont des promoteurs. Et les promoteurs, ils traversent actuellement une crise du logement sans précédent. Pourquoi ? Parce qu'ils sont confrontés à une augmentation des taux d'intérêt. Donc les familles ont du mal à se financer, à obtenir des prix auprès des banques. Et eux-mêmes, d'ailleurs, ont du mal à obtenir des financements auprès des banques. Ils sont confrontés à une augmentation des coûts de construction. Pourquoi ils sont confrontés à une augmentation des coûts de construction ? Parce que le foncier flambe. Pourquoi il flambe ? Parce qu'on a décidé, la loi a décidé de limiter l'artificialisation des sols et la consommation de fonciers. Donc, la loi de l'offre et de la demande. Troisièmement, les coûts de construction augmentent. Parce qu'on rajoute toujours plus de normes, de normes réglementaires et de contraintes. Donc, vous avez des coûts de production qui augmentent. Des acheteurs qui sont moins solvables et qui trouvent moins à se financer. Et moins d'investisseurs aussi. Parce qu'on oublie trop souvent que derrière, il faut des investisseurs. Et pour investir, il faut que ce soit rentable. Or, la rentabilité est de moins en moins au rendez-vous. Donc, si vous voulez, il y a un contexte quand même économique, local. C'est bien joli de parler, de fixer des objectifs et tout ça. À un moment donné, il faut quand même s'inscrire dans un contexte économique et ne pas le perdre de vue. Sinon, vous pouvez fixer tous les objectifs que vous voulez. Derrière, ça ne marchera pas. Voilà. Donc, pour répondre très précisément à votre question, résidence de service, on aura déjà une vingtaine de logements locatifs sociaux qui nous permettront de répondre aux objectifs fixés par le PLH. De l'accession à la propriété qui permettra de répondre aux besoins des jeunes ménages. Et puis après, l'étape suivante, c'est la plaine des sports pour pouvoir libérer les emprises de centre-ville. C'est un programme ambitieux. Je ne sais pas si j'étais clair, Monsieur LALA. Je vous en prie.

Yacin LALA : Vous avez évoqué que votre priorité était de prioriser, plutôt, l'accession à la propriété aidée. Mais il ne faut pas, quand même, négliger le fait qu'il y a des familles, notamment des familles monoparentales, qui attendent, qui aimeraient avoir un logement social, donc locatif, sur Escalquens. Il y en a beaucoup qui voudraient avoir accès à ce type de logement. Parce que l'accession à la propriété aidée, en effet, c'est aidé, mais ce n'est pas ouvert à toutes les familles ou personnes, car il y a quand même un certain coût pour cette accession à la propriété, pour avoir un appartement, et qui n'est pas donné à tout le monde.

Monsieur le Maire : En général, ce sont les actifs. Il faut travailler, c'est sûr.

Yacin LALA : Oui, mais il y a aussi des actifs, vous savez, qui n'ont pas les moyens de pouvoir accéder à la propriété.

Monsieur le Maire : Mais c'est le drame, Monsieur LALA.

Yacin LALA : Vous savez qu'il y a de plus en plus de travailleurs qu'on classifie travailleurs malheureusement pauvres.

Monsieur le Maire : Alors là, je vous rejoins complètement.

Yacin LALA : Et ces gens, il faut pouvoir leur offrir des possibilités sur notre commune. Sinon, on restera avec nos pavillons, nos résidences, tous, là, voilà, et on n'accueillera pas de nouvelles populations. Et, ben voilà, on aura un EHPAD à ciel ouvert qui sera créé à Escalquens.

Monsieur le Maire : Vous voyez qu'on se rejoint là-dessus, Monsieur LALA. On est tout à fait d'accord. Je suis heureux que vous validiez notre politique, effectivement.

Yacin LALA : Non, je ne la valide pas.

Monsieur le Maire : C'est une injustice profonde que des jeunes actifs ne puissent pas devenir propriétaires. Et c'est la raison pour laquelle nous allons mettre en place des programmes d'accession aidée à la propriété pour eux. Marc-Olivier, tu voulais intervenir ?

Marc-Olivier BEN SACI : Oui, attention, il y a des marges quand même aussi, Monsieur LALA, c'est que le maire a quand même des responsabilités sur la commune, on sait très bien que sur la commune de Toulouse, s'ils peuvent décentraliser certains quartiers, ils le feront aussi, donc je veux dire, aider les personnes qui travaillent, moi je suis pour, mais après, payer des choses comme des casseurs ou des cas particuliers, je ne suis pas pour, je vous le dis comme ça. Non, pas des casseurs, mais des familles en situation très compliquée.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup. D'autres interventions ? Donc, s'il n'y en a pas d'autres... Oui, Michel GOURRET.

Michel GOURRET : Bon, au-delà du débat d'Escalquens, moi ce qui m'intéresse dans cette analyse, ce rapport, c'est qu'on a une vision sur toute la métropole, je dirais, et le territoire, c'est-à-dire au-delà du Sicoval et de ce qu'on peut voir au quotidien. Je pense que c'est intéressant. Alors, on peut se féliciter, chacun fait sa politique à droite, à gauche, en disant « moi je suis de gauche, donc je vais faire du local social, moi je suis de droite, je ne veux pas en faire ». C'est un peu le résumé de ce qu'on peut attendre des uns et des autres. On voit quand même que c'est un territoire qui, normalement, est plus, allez, je vais le dire, un peu plus à gauche, surtout au Sicoval et autre. Mais on s'aperçoit qu'on a une analyse où on a 16,7 % de logements sociaux. Donc aujourd'hui, on est en retard. Il y a des gens qui font peut-être plus, des gens qui font peut-être moins. Mais on est quand même en retard sur ces chiffres. Donc on peut se poser des questions, notamment au niveau du Sicoval également, d'avoir une action beaucoup plus forte peut-être pour pouvoir mener cette politique. Et rassembler tout le monde, c'est-à-dire, et partager des politiques qui sont complètement annoncées comme on le fait nous, c'est-à-dire on a un programme, on a un PLU, on a un engagement, on respecte le PLH, on va arriver à une cible. Il est peut-être possible que, puisqu'on n'est pas dans ces chiffres-là, il y ait des communes qui l'annoncent différemment ou qui ne font pas ce qu'ils ont annoncé. Moi, ce qui m'intéresse, c'est ça. C'est de dire, au moins là, on a une image et quelque chose qui reflète ce qui se passe sur le territoire. Moi, je pense qu'accueillir, il faut le faire. Il n'y a pas de débat là-dessus. Mais il faut aussi rapprocher, puisque là, on est sur tout le territoire, il faut rapprocher aussi ces logements des lieux d'emploi. Il faut favoriser, justement, ces problématiques de transport, les problématiques d'accès rapproché, qu'on puisse aussi avancer. Donc, c'est une vision globale qu'il faut avoir. Moi, c'est ce que j'en pense.

Monsieur le Maire : Marc-Olivier. Et puis après, on va peut-être s'arrêter là.

Marc-Olivier BEN SACI : Juste pour finir, tu as tout à fait raison Michel, accueillir c'est bien, mais il faut prévoir les infrastructures pour les accueillir les gens. Si vous les accueillez dans des infrastructures ridicules, à un moment donné, ça pose des conflits, ça pose des problèmes au niveau mobilité, au niveau même sportif, au niveau tout. Donc, je pense qu'on a modernisé la commune avant de pouvoir accueillir un certain nombre d'habitants aussi.

Monsieur le Maire : Très bien. Merci beaucoup. Moi, je suis très heureux qu'un rapport de la Chambre Régionale des Comptes suscite autant de passion dans les échanges. Et donc, nous allons prendre acte du débat à l'occasion de la présentation de ce rapport. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

VOTE

En application des articles L.211-3 et L.211-4 du Code des Juridictions Financières (CJF), la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie a décidé de contrôler les comptes et la gestion de la communauté d'agglomération du Sicoval. Ce contrôle s'inscrit dans le cadre de la production d'un rapport thématique régional, prévu par les dispositions de l'article R. 243-15-1 du CJF, et porte sur l'accès au logement social dans l'agglomération toulousaine.

De façon conjointe, la chambre a procédé au même contrôle de la gestion de Toulouse-Métropole, des communautés d'agglomération du Muretain Agglo et du Grand Ouest Toulousain et de la communauté de communes des Coteaux de Bellevue.

Conformément à l'article R.243-5-1 du CJF, l'ensemble de ces contrôles fait l'objet d'un unique rapport d'observations.

Le contrôle porte sur la période 2019 à la période la plus récente.
L'instruction a été réalisée de janvier 2025 au 22 octobre 2025, date à laquelle a été transmis le rapport définitif.

Les principaux éléments du rapport sont présentés ci-après :

Chiffres-clés du logement social dans la Grande agglomération toulousaine en 2024

- 86 227 logements sociaux (+ 20 % entre 2019 et 2023), 5 954 pour le territoire du Sicoval ;
- 16,7 % de logements sociaux sur le territoire ;
- 54 786 demandeurs (+ 31 % entre 2019 et 2024), 3 166 pour le territoire du Sicoval (+34,6% entre 2019 et 2024) ;
- 16 mois entre le dépôt de la demande et l'entrée dans le logement (13 mois en 2021)
- 44,6 M€ de subventions aux bailleurs sociaux par les cinq EPCI depuis 2019 (soit près de la moitié des aides apportées aux bailleurs, 9% pour le Sicoval);

Une tension croissante sur l'accès au logement social dans la Grande agglomération toulousaine

La Grande agglomération toulousaine compte plus de 86 000 logements sociaux, dont 54 % du parc ont été construits au cours des quinze dernières années. Si le territoire a connu une dynamique particulièrement soutenue en matière de production de logements il connaît cependant, depuis 2020, un net ralentissement du fait d'un contexte économique et financier qui pèse sur la capacité des bailleurs sociaux à investir dans de nouvelles constructions.
Aussi, la dynamique de l'offre reste bien inférieure à celle de la demande. Cette tendance est accentuée par la forte croissance démographique de l'agglomération toulousaine (+12 000 habitants chaque année) ainsi que par la transformation de la structure des ménages, qui nécessitent, de plus en plus, des logements de petite taille.

Alors que la demande augmente fortement, les attributions de logements stagnent voire diminuent sur la période. Cette tension est, de surcroît, accentuée par le fait que les occupants conservent plus longtemps leurs logements, réduisant d'autant le nombre de vacances disponibles. A ces égards, la tendance observée dans la Grande agglomération toulousaine est donc préoccupante.

Une capacité limitée des intercommunalités à influer sur la construction de logements sociaux qui reste dépendante des communes et des bailleurs

Quatre des cinq EPCI de la Grande agglomération toulousaine (dont le Sicoval) disposent d'un programme local de l'habitat (PLH), permettant d'orienter l'offre de logement social en fonction de la demande et des besoins du territoire. Les EPCI soutiennent, également, la production de logements à travers la programmation des aides à la pierre, lorsque l'État leur a délégué cette prérogative (comme pour le Sicoval).
Si les objectifs de production fixés par les PLH ont été globalement atteints sur la période contrôlée ils ne le sont pas toujours concernant la répartition par type de logements ou par commune.
Les EPCI ont, en effet, une capacité limitée à influer sur une production de logements sociaux dont ils ne maîtrisent pas tous les leviers. Celle-ci reste fortement dépendante des communes. La mise en place d'un dialogue plus resserré avec les communes et les bailleurs, permettrait de renforcer le rôle de chef de file des intercommunalités.

Des intercommunalités qui doivent s'emparer des prérogatives que leur confère la loi pour garantir une information homogène des demandeurs et la transparence du processus d'attribution

Dans le contexte de tension croissante sur le logement social, l'accompagnement des demandeurs dans la constitution de leur dossier et dans leur orientation vers les services de labellisation compétents constitue un

enjeu central pour tous les EPCI concernés. À ce jour, seule Toulouse Métropole a adopté un plan partenarial de gestion de la demande et de l'information.

Le législateur a aussi confié aux EPCI compétents la responsabilité d'assurer la transparence du processus d'attribution des logements sociaux sur leur territoire. Il a prévu, à cet effet, un système de cotation permettant le classement des demandes de logement. Toulouse Métropole l'a mis en place en 2024, le Muretain Agglo est, quant à lui, dans une phase d'expérimentation (le Sicoval a fait valoir que les travaux relatifs au plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs comportant un système de cotation de la demande débuteront en janvier 2026).

Conformément au code de la construction et de l'habitat, la politique du logement social vise à concilier l'accès aux ménages les plus fragiles avec la mixité sociale. Si les décisions d'attributions des logements ne relèvent pas des intercommunalités, celles-ci ont un rôle d'animation et de coordination. Dans la Grande agglomération toulousaine, l'objectif d'attribuer 37,5 % des logements aux ménages prioritaires n'est pas atteint. Dans le cadre de leurs prérogatives, les EPCI pourraient partager auprès des acteurs du logement social, au sein des conférences intercommunales du logement, une analyse du parcours des publics prioritaires afin d'identifier d'éventuels obstacles et marges de manœuvre dans leur accès aux logements sociaux.

RECOMMANDATIONS

Recommandation n° 1 : Prévoir une trajectoire de production de logements locatifs sociaux pour les communes qui vont franchir le seuil de 3 500 habitants dans la prochaine décennie, afin de les aider à respecter le taux légal de logement social.

Pour Toulouse Métropole et le Sicoval cette recommandation est complètement mise en œuvre. Elle ne l'est pas pour le Grand ouest toulousain.

Recommandation n° 2. : Décliner les objectifs de production par bailleur.

Pour le Sicoval, le Muretain Agglo et le Grand ouest toulousain cette recommandation n'est pas mise en œuvre.

Néanmoins, le Sicoval a fait savoir que cette recommandation n'était pas adaptée au contexte local au regard des faibles volumes de production sur son territoire. Il souhaite cependant renforcer le travail partenarial avec les bailleurs et les communes. Il prévoit également la mise en place d'un « comité de programmation » dédié au suivi des objectifs de production définis par commune. Ce comité permettrait de garantir l'adéquation entre la stratégie intercommunale d'attribution et la programmation de l'habitat. La chambre souligne l'intérêt de la démarche envisagée par le Sicoval.

Recommandation n° 3 : Adopter d'ici au 1er janvier 2027 un plan partenarial de gestion de la demande et d'information des demandeurs comportant un système de cotation de la demande.

Pour le Sicoval, cette recommandation est partiellement mise en œuvre. Pour le Muretain Agglo et le Grand ouest toulousain elle ne l'est pas.

Cependant, le Sicoval a fait valoir, que les travaux relatifs à l'élaboration de ce document débuteront en janvier 2026, l'EPCI ayant déjà réalisé un diagnostic sur l'organisation, l'accueil et l'orientation des demandeurs de logements sociaux et développé un outil facilitant l'accès aux données par les services d'accueil.

De même, le rapport rappelle que le Sicoval propose sur son site internet des informations relatives au parcours du demandeur et qu'au-delà de l'information fournie sur internet, le Sicoval a édité en 2019 un guide actualisé en 2024, qui comporte des informations pratiques sur les démarches à effectuer.

Recommandation n° 4 : Présenter à la conférence intercommunale du logement une analyse des parcours des publics prioritaires afin de mieux répondre aux objectifs d'attribution.

Pour Toulouse-Métropole, cette recommandation est partiellement mise en œuvre. Pour le Sicoval, le Muretain Agglo et le Grand ouest toulousain cette recommandation n'est pas mise en œuvre.

Le Sicoval s'est toutefois engagé à la mettre en œuvre, soulignant que l'EPCI surveille en temps réel l'atteinte des objectifs de relogement via l'application Imhoweb et a diffusé un outil de connaissance des publics prioritaires auprès des communes du territoire.

La chambre a noté également que le Sicoval avait prévu d'adopter sa Convention Intercommunale d'Attribution à la fin de l'année 2025 (convention validée par la Conférence Intercommunale du Logement le

2 octobre 2025).
Le Conseil municipal prend acte de la communication des observations définitives formulées par M. le Président de la Chambre Régionale des Comptes d'Occitanie, transmises à la Communauté d'Agglomération du Sicoval.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission Vie locale convoquée le 28 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- De prendre acte du rapport d'observations définitives de la Chambre régionale des Comptes d'Occitanie relatif à la gestion de la Communauté d'Agglomération du Sicoval de l'accès au logement social dans l'agglomération toulousaine sur la période 2019 à la période la plus récente.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Prise d'acte.

ÉDUCATION

2026-63 – Conventions tripartites CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité) année scolaire 2025-2026

Rapporteur : Jean-Luc TRONCO

DÉBATS

Monsieur le Maire : La délibération suivante concerne les conventions tripartites CLAS. C'était Véronique ROUX qui devait la présenter, mais elle n'a pas pu se libérer. Elle est absente ce soir. Donc, je vais la présenter à sa place. Donc, vous savez tous en quoi consistent les ateliers CLAS. Ce sont des dispositifs qui ont été mis en œuvre, qui sont des dispositifs partenariaux entre la commune, le Conseil départemental et la CAF, pour accompagner les enfants dans leur scolarité. Donc, il y a à la fois de l'aide méthodologique, des apports pédagogiques, culturels et autres pour certains de ces élèves, qui sont apportés d'ailleurs par des enseignants. Et la commune, en fait, apporte de son côté des locaux principalement. Et donc, tout ça fait l'objet d'une convention tripartite dont vous avez eu normalement une copie dans le dossier. Et il est proposé d'autoriser le maire à signer cette convention. Y a-t-il des questions sur ce dispositif qui est connu, qui est déjà en place sur la commune depuis plusieurs années ? On reconduit en fait ce qui existe déjà. Ceci dit, on l'a complété, alors ça ne figure pas dans la convention, par un dispositif d'aide aux devoirs que nous avons mis en place avec les bénévoles du centre social, à la demande d'ailleurs des enseignantes de l'école, et qui marche très bien. Et je remercie d'ailleurs les bénévoles qui participent à ce dispositif local, communal. Voilà, pardon pour cette petite parenthèse. Y a-t-il des interventions sur le CLAS ou des questions ? Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité.

VOTE

Le Sicoval, avec l'appui financier de la Caisse d'Allocations Familiales et celui du Conseil Départemental 31, propose un dispositif d'aide et de soutien, pour accompagner les enfants dans leur scolarité : les ateliers CLAS.

Sur le territoire d'Escalquens, ce dispositif se déroule en partenariat avec le collège Jane Dieulafoy et l'école élémentaire Marcel Pagnol.

Il convient de signer une convention tripartite qui a pour but de fixer le cadre général de l'action du CLAS avec les établissements scolaires, afin d'articuler les différents dispositifs éducatifs activés sur le territoire.

Il est proposé aux membres du Conseil municipal de délibérer sur ces conventions tripartites pour l'année 2025-2026 entre le Sicoval opérateur des dispositifs CLAS, les établissements scolaires et la commune pour autoriser Monsieur le Maire à signer ces conventions.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission Vie locale convoquée le 28 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'autoriser Monsieur le Maire à signer les conventions tripartites afférentes au dispositif du Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité pour l'année 2025-2026.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à

Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

2026-64 – Subvention exceptionnelle coopérative scolaire – Projet CIRQUE

Rapporteur : Jean-Luc TRONCO

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 12, je vais présenter aussi à la place de Véronique Roux. Il s'agit d'accorder une subvention exceptionnelle à la coopérative scolaire pour le projet Cirque. Le projet Cirque a été mené par les enseignantes des Lavandes pour 4 classes de maternelle, pour un montant de 2 262 euros. Et ce montant est financé par la coopérative scolaire. Il s'inscrit dans les objectifs du projet éducatif de territoire auquel nous sommes partie, je rappelle. Et qui permet aux enfants la découverte d'activités nouvelles et le développement de nouvelles compétences. Donc, les interventions ont été finalisées par la production d'un événement à destination des familles, au cours duquel les parents ont pu avoir un aperçu des différentes activités pratiquées lors des séances. Donc, en fait, c'est les enfants qui font un petit spectacle. Et donc, pour soutenir cette initiative, tout en évitant tout impact financier pour les familles, pour éviter qu'elles participent financièrement. La commune souhaite contribuer au financement par l'intermédiaire d'une subvention exceptionnelle versée à la coopérative scolaire de l'école pour un montant de 1 000 euros. La délibération a pour objet de permettre au maire le versement de cette subvention. Y a-t-il des questions sur ce dispositif ?

Véronique LOCRE : Oui, alors ce n'est pas une question, c'est juste une remarque. Lors de la commission, nous avions demandé à ce que soit bien précisé que c'était pour l'école maternelle. Or, ça n'a pas été le cas puisque dans la note de synthèse, ce sont les lavandes et dans le projet de délibération, c'est l'école Marcel Pagnol.

Monsieur le Maire : Est-ce que c'est pas parce que la coopérative scolaire est à l'école ? Non, si, je ne sais plus.

Véronique LOCRE : Ah non, parce que dans le tableau de délibération des subventions, il y a pour la coopérative scolaire maternelle, c'est bien indiqué maternelle, 1 300 euros, coopérative scolaire élémentaire, 2 930 et coopérative scolaire élémentaire, subvention exceptionnelle, 7 500. Donc dans le tableau des subventions, c'est bien distinct.

Monsieur le Maire : Non, non, mais on prend la remarque. On va juste vérifier si, effectivement, c'est la coopérative scolaire de l'école Marcel Pagnol à qui on verse. Mais si ce n'est pas le cas, on rajoute...

Françoise DOISY : C'est vraiment le groupe scolaire. Il faut vraiment le laisser avec ce libellé parce que c'est le groupe scolaire Marcel Pagnol. Il faut que cette subvention passe sur ce libellé-là.

Véronique LOCRE : Et le fait qu'il y ait déjà eu une subvention exceptionnelle pour la coopérative scolaire, ça ne va pas être problématique ?

Françoise DOISY : Elle est prévue en fait.

Véronique LOCRE : Oui, il y a déjà eu une subvention exceptionnelle dans le tableau.

Françoise DOISY : Ce n'est pas en plus à ce que je sache.

Véronique LOCRE : C'est le tableau de subvention que nous avions eu au moment de la...

Monsieur le Maire : C'est le tableau de subvention que nous avions eu au moment de la...

Véronique LOCRE : Oui, c'est ça. C'est bien distinct.

Monsieur le Maire : Oui, Marie-Claire.

Marie-Claire LOOSE : Je pense que, Madame LOCRE, vous avez donc le tableau des subventions qui ont été votées. Et on différencie pour plus de clarté et de transparence en interne, je dirai, la coopérative élémentaire et maternelle, mais qu'officiellement, la coopérative est la coopérative du groupe scolaire Marcel Pagnol.

Véronique LOCRE : D'accord, donc vous avez une seule délibération, donc une délibération unique pour la subvention.

Marie-Claire LOOSE : Alors, au niveau des arcanes financières, je ne sais pas comment c'est libellé.

Monsieur le Maire : Bon, alors déjà, il y a une coopérative pour tout le groupe scolaire. Donc, c'est pour ça qu'on met ça. Et dans cette coopérative, en fait, les deux écoles vont piocher, si je puis dire. Alors, après, le fait qu'on ait une délibération... Là, vous faites état de l'annexe au document budgétaire. Dans le budget, c'est prévu. Mais pour autant, pour avoir le droit d'utiliser ces crédits, il nous faut bien une délibération qui m'autorise à faire le paiement de la subvention exceptionnelle. C'est pour ça qu'on prend une délibération, en fait.

Véronique LOCRE : Mais non, mais le problème n'était pas là. Le problème est le fait que..

Monsieur le Maire : Oui, le libellé.

Véronique LOCRE : On distingue bien les maternelles, les élémentaires.

Monsieur le Maire : Parce que ça, c'est dans l'annexe. En fait, c'est un document, c'est l'annexe au budget. Donc, c'est une information financière pour bien expliquer, éclairer le Conseil municipal, où ça va. Mais on va quand même vérifier, parce que peut-être que je me trompe, mais normalement, c'est ça, l'explication. La valeur juridique de versement, c'est la délibération.

Véronique LOCRE : Oui, ça, on est d'accord.

Monsieur le Maire : Oui, Monsieur LALA.

Yacin LALA : C'est juste pour que ce soit très clair. Donc, il y a une coopérative scolaire commune entre le groupe maternel et le groupe élémentaire. Elle est commune, budgétairement parlant, c'est ça ? Allez, parlons de la maternelle et de l'école élémentaire, d'accord ? Il y a une coopérative et donc, il y a des éléments budgétaires à l'intérieur. On est bien sur ce concept-là. Et donc, là, on rajoute, c'est ça, 1 000 euros dans le panier, on va dire, global, pour pouvoir payer la prestation du cirque. C'est bien ça ? Non, mais on voulait, je pense que la précision, c'est bien être sûr que la maternelle et l'élémentaire étaient bien dans le même paquet, le même compte, on va dire, de la coopérative scolaire. Alors, après, c'est dans l'écriture, peut-être que c'est vrai qu'on voit école Marcel Pagnol... C'est là où, bon.

Monsieur le Maire : Le groupe scolaire Marcel Pagnol.

Yacin LALA : C'est marqué coopérative scolaire de l'école Marcel Pagnol. C'est juste ça qui a amené à la question.

Monsieur le Maire : On va peut-être ajuster...

Yacin LALA : Mais oui, voilà, il suffit d'ajuster certains éléments de langage et c'est tout.

Monsieur le Maire : Bien sûr. Non, mais, il n'y a pas de souci.

Yacin LALA : C'est pour pas qu'il y ait un problème de...

Monsieur le Maire : On ne sait jamais les 1 000 euros, si on les pique aux petits-enfants pour les donner à quelqu'un d'autre. Ça serait...

Yacin LALA : On vous retoque la délibération pour une histoire de mots et de trucs. Ce serait dommage pour les enfants.

Monsieur le Maire : On redélibèrerait, Monsieur LALA. Mais on va vérifier, il n'y a pas de souci. Donc, nonobstant ce petit détail de rédaction qu'on va vérifier, y a-t-il d'autres interventions ou questions ? S'il n'y en a pas, je passe au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

VOTE

Un projet CIRQUE avec intervenant, a été mené cette année par certaines enseignantes pour 4 classes, pour un montant total de 2 262 €, financé par la coopérative scolaire.

Ce projet s'inscrit dans les objectifs du Projet Educatif De Territoire en permettant aux enfants la découverte d'activités nouvelles et le développement de nouvelles compétences.

Pour soutenir cette initiative, tout en évitant tout impact financier pour les familles, la commune souhaite contribuer au financement par l'intermédiaire d'une subvention exceptionnelle versée à la coopérative scolaire de l'école Marcel Pagnol, pour un montant de 1 000 €.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission Vie locale convoquée le 28 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'autoriser le maire à effectuer cette opération.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

2026-65 – Actualisation des tarifs ALAE

Rapporteur : Jean-Luc TRONCO

DÉBATS

Cynthia AYMERICH s'est absentée de 20h06 à 20h09.

Monsieur le Maire : La délibération numéro 13 concerne l'actualisation des tarifs ALAE. Vous savez que le service périscolaire qu'on appelle communément l'ALAE, est un service communal, de la responsabilité de la commune, mais que nous ne gérons pas directement. Il fait l'objet d'une délégation de gestion à une association, l'association LECGS, donc, c'est externalisé. Et c'est cette association, dans le cadre d'un marché public, un contrat de prestation de service, si je puis dire, donc, anime ce service périscolaire. Un service périscolaire, je dirais, qui n'est pas une simple garderie, c'est-à-dire, c'est un niveau de prestation élevé, avec de vraies activités éducatives, culturelles, sportives, et un apprentissage d'un certain nombre de compétences qui sont acquises par les enfants. Donc, je rappelle le coût de ce service, est pris en charge à peu près à la moitié entre le budget communal, même davantage, si mes souvenirs sont bons, et une partie par les familles, avec un niveau de tarif qui nous place parmi les communes les moins chères de tout le territoire. Pour autant, même si c'est un contrat de prestation de service conclue dans le cadre de la commande publique, du Code des marchés publics, les prix sont fermes, mais pour autant, dans le contrat, tous les ans, en fait, le prestataire présente un budget qui augmente avec le coût de la vie. Le coût de la vie, notamment le coût de la main-d'œuvre animateur, puisque ce sont principalement des animateurs qui sont employés. Et donc, petit à petit, il

y a une augmentation. Cette augmentation, nous proposons de la répercuter par les familles, pour éviter qu'il y ait un trop grand décalage entre le prix payé par les familles pour les enfants, pour ce service périscolaire, et le coût qui est facturé à la commune. Je rappelle que ces tarifs font l'objet d'un échelonnement en fonction du quotient familial des familles, c'est-à-dire les familles les plus aisées contribuent davantage au service que les familles les moins aisées. Vous avez un petit tableau qui accompagne le projet de délibération qui vous donne quelques repères, par exemple, le forfait complet pour une famille qui a un quotient familial entre 800 et 899, pour le premier enfant, pour tout, c'est-à-dire matin, midi, soir, pour tout le mois, c'est 13 euros. Et je rappelle qu'il y a une diminution du forfait pour le deuxième enfant de 40 % et une remise de 60 % pour le troisième enfant. Donc c'est quelque chose qui est très modulé en fonction des capacités contributives des familles et au profit, je dirais, des familles les plus nombreuses. Y a-t-il des questions sur ce projet de délibération ? Ou des commentaires ? Monsieur LALA.

Yacin LALA : Monsieur le Maire, nous avons déjà eu l'occasion, il me semble, dans le mandat précédent, de discuter un peu du différent de vision qu'on a sur ces augmentations de tarifs de l'ALAE. Je regrette qu'on augmente uniformément le tarif de l'ALAE sans tenir compte du quotient familial. C'est pour tous les quotients familiaux. Vous appliquez donc le même taux d'augmentation.

Monsieur le Maire : Le même taux appliqué à un tarif qui est beaucoup plus réduit, qui est lui-même proportionnel.

Yacin LALA : C'est un taux…

Monsieur le Maire : C'est proportionnel au quotient familial.

Yacin LALA : C'est justement l'objet de mon propos. C'est-à-dire que, voilà, vous faites le choix d'augmenter un taux constant, quel que soit le quotient familial, le niveau de quotient familial. En effet, qui sont déjà avec des tarifs, comme vous dites, en euros modulés. Mais, bon, ça nous pose problème. Je pense qu'on aurait pu, vu la situation que l'on vit actuellement, avec des familles, donc, bon, fragiles, qui ont un pouvoir d'achat réduit, notamment pour les faibles coefficients familiaux, peut-être envisager une mesure protectrice pour ces bas coefficients familiaux. Et ne pas appliquer aussi cette augmentation uniforme sur ces coefficients familiaux. C'est pour ça que nous sommes un peu déçus de cette proposition. Nous voterons contre.

Monsieur le Maire : Je vais donner la parole à Brice BAESSA qui va vous répondre, mais juste quand même, je ne suis pas très fort en maths, mais 5 % sur un tarif d'un euro, ça fait 5 centimes. 5 % sur 10 euros, ça fait 50 centimes. Ce n'est pas tout à fait le même... Ça s'appelle la proportionnalité. Brice BAESSA va peut-être compléter.

Brice BAESSA : En tant que nouvel élu de la Commune, je voudrais féliciter la majorité sortante d'avoir mené une politique aussi socialiste et aussi généreuse, dans le sens où le principe des coefficients CAF est un principe qui tient compte déjà des familles nombreuses, qui tient compte de la pauparisation des familles et qui n'a pas regardé le marché des ALAE sur notre territoire, Monsieur LALA. Sachez que sur une commune de strate équivalente, pour une famille précaire, là où Escalquens demande une contribution, je n'ose même pas dire une participation, c'est une contribution de 1 euro, une commune équivalente demande 15 euros. C'est-à-dire qu'une famille précaire, sur un coefficient de 294 sur notre territoire, là où nous demandons 1, une commune équivalente sur le territoire demande 15 euros. Autant vous dire que je pense que c'est la politique la plus généreuse que peut produire la commune d'Escalquens, et en cela je voudrais féliciter mes collègues sortants et encore élus. Première chose. Deuxième chose, vous redire que c'est toujours une politique généreuse, puisque quand une famille paye 1 euro, ça coûte au budget global de la commune, donc à tous les autres contributeurs, et parmi lesquels se trouvent au premier rang les propriétaires, qui eux payent la taxe sur le foncier bâti, ça coûte 7 euros. Ça veut dire que, dans le cadre de la solidarité générale, celui qui n'a pas d'enfant, qui est propriétaire, qui paye des impôts, qui paye tous les impôts, qui n'a pas d'aide sociale, lui, il est extrêmement solidaire de celui qui n'a pas d'argent, qui a des enfants, qui a un petit revenu, dans le sens où il va lui tendre la main, et il lui dit : « tu ne participeras que symboliquement à hauteur de 1 euro ». Et même le couple de Smicard, il paye moins de 5 euros par mois pour 4 heures par jour, fois 20 jours d'ouverture d'école, ce qui est anecdotique. Alors, j'ai tendance à utiliser, à opposer les deux notions d'évasion fiscale et d'évasion sociale. Dans les deux cas, je pense qu'il ne faut pas s'exonérer de la participation des uns et des autres à la contribution au service public. Donc, je trouve que ça reste un tantinet indécent, Monsieur LALA, et je vous le dis avec tout mon côté humain et les valeurs que, malgré tout, je partage avec vous, ça reste indécent de venir défendre 5 centimes d'augmentation et de vouloir vous opposer à ce vote du Conseil. Je sais que vous avez des

valeurs, Monsieur LALA. Par contre, ne me faites pas croire qu'un habitant d'Escalquens, pour confier à une équipe compétente, qui est valorisée, qui tous les jours se fait remercier, qui reçoit des cadeaux à Noël, même de la famille la plus pauvre, pour les remercier de s'occuper de leurs gamins de 7h30 du matin à 18h15. On les connaît toutes, ces femmes qui sont fantastiques et ces jeunes hommes qui sont fantastiques. Eh bien, même ces familles les plus précaires, elles ont 2 euros à mettre ou même 5 euros à mettre et elles auront 5 centimes ou 50 centimes de plus à mettre tous les mois. On ne me fera pas croire. Donc, je vous le redis, je trouve votre remarque indécente.

Monsieur le Maire : Monsieur LALA.

Yacin LALA : Vous pouvez trouver ma remarque indécente. Et moi, je ne vous jugerai pas sur votre opinion. C'est aujourd'hui ma position. Je pense qu'on aurait pu faire un effort, compte tenu du contexte aujourd'hui, pour ces faibles coefficients familiaux. Je ne dis pas de les réduire à zéro. Je pense qu'il faut contribuer, en effet, quand il y a un service. Mais on aurait pu peut-être geler ces premières tranches de coefficients familiaux, ne pas appliquer une augmentation. C'est tout. Après, je ne porterai pas de jugement, moi, sur une opinion d'un conseiller municipal. Donc, Monsieur BAESSA, voilà, et je me félicite que vous vous félicitiez de l'action communale. C'est bien, bienvenue dans le Conseil municipal.

Monsieur le Maire : Marc-Olivier BEN SACI.

Marc-Olivier BEN SACI : Oui, moi je voulais juste vous rappeler, Monsieur LALA, que dans un contexte à l'heure actuelle, économique, où les classes intermédiaires aussi se retrouvent un peu prises à la gorge, ça voudrait dire que vous reportez l'augmentation aussi sur les classes intermédiaires, je ne suis pas sûr que les gens seraient favorables aussi. Pensez à cette classe aussi.

Monsieur le Maire : D'autres interventions ? Il n'y en a pas ? Je conclurai. En tout cas merci pour vos contributions à tous. C'est vrai que, je comprends, vous êtes un peu dans l'opposition, je dirais, vous êtes un peu dans votre rôle pour refuser toute augmentation ou toute décision qui pourrait paraître impopulaire, encore que je ne suis même pas sûr. Moi, je voudrais juste souligner quand même que lorsqu'on a la responsabilité de gérer un service public. Un service public, ce n'est pas quelque chose d'abstrait. Ce sont des hommes et des femmes, Brice l'a très bien rappelé d'ailleurs, qui font du travail, qui sont qualifiés, qui donnent aussi de leur cœur pour s'occuper de nos jeunes. Et tout ça, ça a une valeur et ça a un coût. Et à force de dévaloriser, de rendre tout gratuit, plus rien n'a de valeur. Et je crois qu'il est de notre responsabilité à nous, élus, de faire en sorte que le niveau de service que nous avons sur Escalquens puisse être pérennisé par des conditions de financement qui soient suffisamment robustes et pérennes dans le temps. Et ne pas dévaloriser le travail qui est fait par ces serviteurs de la commune. Je crois qu'on a échangé nos arguments. Nous allons maintenant passer au vote. Qui est contre ? Quatre contre. Qui s'abstient ? Adopté à la majorité, moins quatre votes contre. Merci beaucoup.

VOTE

Pour prendre en compte en partie l'évolution des différentes charges liées à l'exécution du service, les tarifs de l'ALAE sont revalorisés en application de l'indice IPCTH actualisé correspondant à ce type de prestations.

En conséquence, la grille tarifaire maintenue dans sa constitution par tranche, reste corrélée aux revenus des familles mais est modifiée par application du coefficient d'indice de 1,0557 sur chacun des tarifs qui la compose.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission Finances / Ressources humaines / Administration convoquée le 27 mai 2026 et par les membres de la commission Vie locale convoquée le 28 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

- d'adopter la grille en annexe pour les tarifs de l'ALAE.
- de demander l'application de cette grille tarifaire à compter du 1er septembre 2026.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à la majorité avec 4 votes contre.

ACCESSIBILITÉ

2026-66 – Renouvellement des membres de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA)

Rapporteur : Cynthia AYMERICH

DÉBATS

Monsieur le Maire : La délibération suivante va être présentée par Cynthia AYMERICH, conseillère déléguée à l'accessibilité à la petite enfance et au handicap.

Cynthia AYMERICH : Donc moi, je ne vais pas vous parler d'augmentation. Merci, Monsieur le Maire. Effectivement, à la suite des dernières élections et du Conseil municipal de ce soir, il faut qu'on renouvelle en fait la commission communale accessibilité. Conformément à l'article L2143-3 du Code général des collectivités territoriales, le Conseil municipal a créé une commission communale pour l'accessibilité, CCA, lors de la séance du 24 avril 2014. La loi numéro 2502 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées a instauré dans les communes de 5 000 habitants et plus la création d'une commission communale pour l'accessibilité aux personnes handicapées. Cette instance consultative joue un rôle central dans l'évaluation et l'amélioration de l'accessibilité du cadre bâti, de la voirie, des espaces publics et des transports sur le territoire communal, conformément à l'article L2143-3 du Code général des collectivités territoriales. La CCA est chargée :

- d'établir un constat annuel de l'état d'accessibilité du territoire, de rédiger un rapport annuel présenté en Conseil municipal, transmis aux représentants de l'Etat dans le Département, au Président du Conseil départemental, au Conseil départemental, de la citoyenneté et de l'autonomie, ainsi qu'aux responsables des bâtiments et installations concernées.

- de formuler des propositions d'amélioration pour la mise en accessibilité de l'existant, d'organiser un système de recensement de l'offre de logements accessibles aux personnes handicapées.

La composition de la CCA doit refléter la diversité des acteurs concernés par l'accessibilité incluant des représentants de la commune, tout élu confondu et agents territoriaux, notamment en tant que représentant de la commune. Le technicien, on avait Dominique Agar et qui restera Dominique Agar. Ensuite, je pense, des représentants d'associations représentant les personnes handicapées. Sur le dernier mandat, on avait effectivement sur les représentants, les Restaurants du cœur et l'école des chiens guides d'aveugles. Après, on a les représentants d'associations, représentants pour les personnes âgées, des représentants des acteurs économiques, donc commerçants, employeurs, etc. Là, à l'époque, c'était une ostéopathe. Des représentants d'autres usagers de la ville.

La désignation des membres de la CCA pour la durée du mandat municipal est une obligation légale formalisée par un arrêté du maire. Article L. 2143-3 du CGCT et arrêté du 30 juin 2015. Cette désignation doit être figée pour la durée du mandat afin d'assurer la continuité des travaux de la commission. Dans ce cadre, il appartient au Conseil municipal de désigner les représentants de la commune au sein de la CCA, en veillant à ce que ces représentants disposent des compétences et de la légitimité nécessaires pour porter les enjeux d'accessibilité au sein de cette instance. En sachant que l'appel à candidature, elle va partir à partir de lundi. Elle est déjà prête. Les candidatures, il faut les adresser par mail ou par courrier postal et elles s'arrêteront le 6 juillet. Voilà, pour après remettre en place la CCA pour qu'on puisse continuer à travailler.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup, Cynthia. C'est vraiment une instance qui n'est pas une coquille vide. On fait du vrai travail. Durant le dernier mandat, il y a eu beaucoup de projets qui ont été menés, je rappelle, puisqu'il y a déjà eu un diagnostic sur les problèmes d'accessibilité sur la commune, un plan d'accès associé. Tous les ans, nous avons dégagé une enveloppe budgétaire pour pouvoir conduire ces actions, à la fois de l'investissement, du fonctionnement, une opération d'animation, sensibilisation également. Je remercie d'ailleurs Cynthia pour le travail qui a été le sien d'animation de cette commission, parce que c'est important. On partait de très, très loin sur la commune. Alors ce n'est pas une critique adressée à qui que ce soit, mais c'est vrai que c'est une commune qui n'a pas été pensée pour les personnes âgées, les personnes porteuses

d'un handicap, parfois même pour les mamans avec des landaus. Donc il faut quand même qu'on repense tout ça. Ce sont des petits aménagements, mais les rampes d'accès aux bâtiments communaux, ça en fait partie. La mise en accessibilité du site internet aussi pour les malvoyants et malentendants. Donc mobilisez-vous si ça vous dit d'intégrer cette commission pour travailler. Promis, on ne fera pas de politique dedans. Cynthia le garantit, mais on fera des projets. Y a-t-il des questions ? Monsieur LALA et après Marc-Olivier.

Yacin LALA : Oui. Donc, comme on ne veut pas être réduit juste à des critiqueurs ou de l'opposition, nous souhaiterions travailler et avoir un représentant, si possible. Donc, je crois que c'est Monsieur VETTESE qui serait intéressé. Il candidatera et je vous prie de bien prendre en compte notre candidature. Après, vous déciderez, bien sûr.

Cynthia AYMERICH : Alors oui, on en avait discuté effectivement à la commission locale mardi dernier, me semble-t-il. Et effectivement, vous m'en aviez parlé et il n'y a aucun problème. Au mandat précédent, on a travaillé aussi avec l'opposition. Il n'y a pas eu de problème, ça s'est très bien passé. Et effectivement, sans politique, ça se passe toujours très bien.

Yacin LALA : Opposition qui travaille dans ce genre d'instance. On est des travailleurs. Merci de reconnaître aussi notre travail. Merci.

Monsieur le Maire : Je note que vous n'y êtes pas pour travailler, Monsieur LALA. Vous dites « je suis un travailleur », mais j'envoie les copains...

Yacin LALA : Je ne peux pas être partout, d'ailleurs, vous non plus.

Monsieur le Maire : Moi, je supervise.

Yacin LALA : Oui, voilà, vous êtes un dirigeant qui dirige.

Monsieur le Maire : Exactement. Marc-Olivier.

Cynthia AYMERICH : Excuse-moi Jean-Luc, j'ai juste oublié de présenter, de dire qu'on désignait des représentants de la commune au nombre de 10. Pourquoi 10 ? Excusez-moi d'avoir oublié ce passage. À 10, pourquoi on a choisi 5 élus et 5 membres effectivement d'associations ? On ne veut pas qu'il y ait trop de personnes parce qu'après, il y a un souci par rapport à la présence aux réunions. Et c'est vrai que pour ça, je suis un petit peu... J'aime bien que les gens soient présents quand ils s'engagent. Donc on s'est arrêté à 10. S'il faut qu'on monte à 12 parce qu'on a beaucoup de représentants qui se présentent, dans ces cas-là, on ne s'opposera pas aux 12. Mais pour le moment, c'est arrêté à 10. Voilà.

Monsieur le Maire : Cynthia, c'est qui déjà chez nous qui était...

Cynthia AYMERICH : Excusez-moi encore. En fait, chez nous, il y a Marc-Olivier BEN SACI, Djemel BEN SACI, Pierre-Antoine NIVELET, et moi-même, bien évidemment, et Monsieur VETTESE. Excusez-moi. Voilà, c'est bon, j'ai tout dit.

Monsieur le Maire : Merci beaucoup Cynthia pour ces précisions. Donc il y avait Marc-Olivier qui voulait intervenir.

Marc-Olivier BEN SACI : Oui, comme chaque année, c'est vrai que c'est un travail qui ne se voit pas forcément, et comme j'ai dit à Cynthia, il faudrait le mettre en lumière, parce que c'est vraiment pour des personnes à mobilité réduite, ou même des vieilles personnes, ou même, comme vous dites, Monsieur le Maire, des dames avec des poussettes, c'est compliqué de se déplacer, et grâce à ça, quand même, on s'aperçoit qu'il y a des améliorations notables sur la commune, et je pense qu'il y a encore plus de travail à faire.

Monsieur le Maire : Merci Marc-Olivier. Donc s'il n'y a pas d'autres contributions, je rappelle qu'on désigne les représentants de la commune un nombre de 10, qu'il y a 5 élus parmi ces 10. Donc les noms ont été rappelés par Cynthia. S'il n'y a pas d'autres interventions, je soumets au vote. Donc qui s'abstient ? Qui est contre ? Adopté à l'unanimité. Merci beaucoup.

VOTE

Vu la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 2015-988 du 5 août 2015 ratifiant l'ordonnance n° 2014-1090 du 26 septembre 2014 relative à la mise en accessibilité des établissements recevant du public, des transports publics, des bâtiments d'habitation et de la voirie pour les personnes handicapées, et notamment son article 1er renforçant les obligations des collectivités en matière d'accessibilité.
Vu le Code général des collectivités territoriales (CGCT) et notamment les articles L.2143-3, L.2121-21 et L.2121-33 ;
Vu la délibération en date du 24 avril 2014 portant création de la Commission Communale pour l'Accessibilité,

Considérant que la loi du 11 février 2005 impose aux communes de 5 000 habitants et plus de créer une commission communale pour l'accessibilité, chargée d'évaluer et d'améliorer l'accessibilité du territoire pour les personnes handicapées et à mobilité réduite ;

Considérant que cette commission constitue un outil essentiel de concertation et de suivi des politiques locales d'accessibilité, en associant les élus, les associations, les acteurs économiques et les usagers ;

Considérant que le rapport annuel établi par la CCA est un document clé pour le pilotage des actions en faveur de l'accessibilité, transmis aux autorités compétentes (État, département, etc.) et présenté en conseil municipal ;

Considérant que la composition de la CCA doit refléter la diversité des handicaps (moteur, sensoriel, cognitif, psychique) ainsi que les besoins spécifiques des personnes âgées et des acteurs économiques ;

Considérant que la désignation des représentants de la commune au sein de la CCA relève de la compétence exclusive du conseil municipal, conformément aux articles L. 2121-21 et L. 2143-3 du CGCT ;

Considérant que cette désignation doit être formalisée pour la durée du mandat municipal afin d'assurer la stabilité et l'efficacité des travaux de la commission ;

Considérant que les représentants désignés doivent disposer des compétences nécessaires pour porter les enjeux d'accessibilité et contribuer activement aux travaux de la commission ;

Considérant que la présente délibération s'inscrit dans le cadre des obligations légales de la commune en matière d'accessibilité et de participation citoyenne.

La commission communale pour l'accessibilité se compose des représentants de la commune, d'associations ou organismes en faveur des personnes handicapées pour tous les types de handicap, notamment physique, sensoriel, cognitif, mental ou psychique, d'associations ou organismes représentant les personnes âgées, de représentants des acteurs économiques ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Vu l'examen du projet de délibération par les membres de la commission Vie locale convoquée le 28 mai 2026,

Après avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

Article 1 : De désigner les représentants de la commune, au nombre de 5, au sein de la commission communale pour l'accessibilité (CCA) pour la durée du mandat municipal, comme suit :
- Madame Cynthia AYMERICH
- Monsieur Marc-Olivier BEN SACI
- Monsieur Djemel BEN SACI
- Monsieur Pierre-Antoine NIVELET
- Monsieur Jean-Michel VETTESE

Article 2 : Rappelle que cette commission présidée par le Maire devra être composée :
- de représentants de la communes ;
- d'associations ou organismes représentants les personnes handicapées ;
- d'associations ou organismes représentants les personnes âgées ;
- de représentants des acteurs économiques ;
- ainsi que de représentants d'autres usagers de la ville.

Article 3 : D'autoriser Monsieur le Maire à prendre tout arrêté nécessaire pour formaliser la composition de la CCA et à accomplir toutes les démarches relatives à cette désignation, y compris la signature des documents afférents.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

SERVICES TECHNIQUES

2026-68 – Adhésion à la centrale d'achat UGAP pour l'approvisionnement en électricité sur la période 2028-2030

Rapporteur : Marc-Olivier BEN SACI

DÉBATS

Monsieur le Maire : Délibération numéro 16, c'est Marc-Olivier BEN SACI qui a envie de parler, qui va la présenter.

Marc-Olivier BEN SACI : Merci Monsieur le Maire. Je ne vais pas vous la représenter, parce que Monsieur le Maire l'a présentée très bien, comme il faut, en début de séance. La seule chose que je peux dire aux nouveaux élus, l'UGAP, c'est quand même une centrale d'achat publique, et que le contrat qu'on va passer avec eux, c'est entre 2028 et 2030. Ça a quand même un intérêt notable, puisqu'on sait très bien que le coût d'électricité ne va pas aller en baissant, puisque, avec les chocs pétroliers, l'État demande plus d'électriser le pays. Donc c'est intéressant de commencer à prévoir pour réduire les factures plus tard. Et je vous demande d'adopter cette délibération.

Monsieur le Maire : Y a-t-il des questions sur le fonctionnement de ce marché ou de l'UGAP ? C'est clair pour tout le monde ? S'il n'y a pas de questions, je soumets au vote. Je suis un peu déçu, j'avais bûché hier soir. Mais bon, tant pis. Pas trop compliqué non plus.

Pierre-Antoine NIVELET : C'était par rapport au SDEHG qu'on a vu ensemble ce matin. Est-ce qu'ils ont à intervenir dans ce choix, UGAP ? Est-ce qu'il y a un lien entre les deux ? C'est vraiment travaux et achats.

Marc-Olivier BEN SACI : Oui, c'est pas l'approvisionnement.

Pierre-Antoine NIVELET : Achats, fournitures et travaux, c'est différent.

Yacin LALA : Ce n'est pas une délibération du syndicat, donc je peux parler. Nous organisons aussi un groupement d'achats au niveau départemental sur l'achat d'électricité. Mais bon, il n'est pas exclusif, chacun peut adhérer à ce groupement d'achat. Mais l'UGAP aussi propose ce même type de groupement d'achat. D'autres aussi le font, Toulouse Métropole, ils ont leur propre groupement d'achat. Le Sicoval en avait un. Et donc, on adhère selon les conditions de chacun. Mais il y a des dates, pour le syndicat, qui sont imposées, parce que là, en fait, vous voyez, vous allez acheter de l'énergie pour 2028 jusqu'à 2030. Donc, c'est sur le marché, sur la bourse de l'électricité, on va dire, ce sont les marchés spot. Donc, l'UGAP, va prendre des tarifs et après, vous fera des ajustements, on va dire, sur ces tarifs-là pendant cette période. C'est un peu technique, mais bon, vous l'avez bien évoqué. Monsieur le Maire va continuer à bûcher, vous allez voir sur ce sujet. Merci.

Monsieur le Maire : J'ai maîtrisé. Merci beaucoup. Je vous propose de passer au vote. Qui est contre ? Qui s'abstient ? Adopté à l'unanimité. Merci.

VOTE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.2122-22 ;
Vu le Code de la Commande Publique ;

Depuis 2022, la majorité des communes du Sicoval bénéficie d'un groupement d'achat coordonné par le Sicoval pour l'approvisionnement en électricité, permettant notamment d'optimiser financièrement cet achat : 32 communes, dont Escalquens, adhèrent au marché actuellement en cours, qui s'achèvera le **31/12/2027**.

Les objectifs du groupement d'achat ont bien été atteints jusqu'en 2024, années au cours desquelles des économies substantielles ont été réalisées par rapport à l'UGAP.

Ce n'est plus le cas à partir de 2025, l'UGAP ayant amélioré ses techniques d'achat et obtenu des tarifs désormais plus compétitifs. Monsieur le Maire précise que cette tendance devrait vraisemblablement se poursuivre dans les prochaines années.

Dans la perspective de l'échéance du marché actuel, une réflexion a été engagée et partagée en conférence des maires du 2 juin 2026 sur les modalités d'approvisionnement à retenir à compter du 1er janvier 2028.

Au vu des éléments qui en sont ressortis, le Sicoval s'est positionné en faveur de l'adhésion à la centrale d'achat UGAP pour cet achat.

Monsieur le Maire rappelle au Conseil municipal que la règle de la commande publique autorise les pouvoirs adjudicateurs territoriaux à recourir aux achats centralisés par un outil dédié dénommé Centrale d'Achat.

Une centrale d'achat permet à un groupement d'acheteurs de recourir à une même procédure d'achat et est définie par l'article L2113-2 du Code de la commande publique.

L'article L2113-4 du Code de la commande publique précise que les acheteurs qui recourent à une centrale d'achat pour la réalisation de travaux ou l'acquisition de fournitures ou de services sont considérés comme ayant respecté leurs obligations de publicité et de mise en concurrence.

Monsieur le Maire informe le Conseil municipal que la **date limite d'adhésion à l'UGAP pour l'achat d'électricité 2028-2030 est fixée au 26 juin 2026**.

Il propose ainsi que la commune adhère à l'UGAP pour la fourniture d'électricité 2028-2030 notamment dans un soucis d'optimisation des dépenses de la commune.

Après avoir délibéré, le Conseil municipal :

- Approuve l'adhésion de la commune à l'UGAP pour la fourniture d'électricité 2028-2030.
- Approuve le projet de convention d'adhésion annexé à la présente délibération.
- Autorise le maire à signer la convention d'adhésion ainsi que tous actes afférents.

Conseillers municipaux présents ayant pris part au vote : Jean-Luc Tronco, Guillaume Morlas, Françoise Doisy, Djemel Ben Saci, Marc-Olivier Ben Saci, Qinglian Li, Frédéric Vergès, Marie-Claire Loose, Christian Correa, Michel Gourret, Hélène Oliveres, Stéphane Lelièvre, Brice Baessa, Cynthia Aymerich, Pierre-Antoine Nivelet, Mila Aymerich, Véronique Locre, Yacin Lala, Jean-Michel Vettese.

Conseillers municipaux ayant pris part au vote avec pouvoir : Véronique Roux à Cynthia Aymerich, Georges Gobbato à Guillaume Morlas, Sébastien Massa à Michel Gourret, Véronique Pierre à Marie-Claire Loose, Angela Banuta à Christian Correa , Céline Souza à Jean-Luc Tronco, Carole Bedel Olle à Frédéric Vergès, Sylvie Roux à Djemel Ben Saci, Maxime Gache à Mila Aymerich, Martine Bouissou-Matet à Yacin Lala.

Résultat du vote : Adoptée à l'unanimité.

QUESTIONS ORALES

Néant

Monsieur le Maire : Nous sommes arrivés au terme de l'ordre du jour. Y a-t-il des questions orales de la part des conseillers ? S'il n'y en a pas, je clos la séance et je cède la parole au public présent, nombreux.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 20h33.

ORDRE DU JOUR

Approbation du procès-verbal du Conseil municipal du 10 avril 2026
2026-53 – Désignation du représentant de la Ville à l'Agence d'Urbanisme et d'Aménagement de Toulouse Aire Urbaine (AUAT) – Annule et remplace la délibération n° 2026-52 du 27 avril 2026
2026-54 – Désignation d'un représentant au Conseil d'administration du collège d'Escalquens Jane Dieulafoy – Annule et remplace délibération n° 2026-49 du 27 avril 2026
2026-55 – Délégation partielle à la Communauté d'agglomération du Sicoval du Droit de Préemption Urbain Renforcé (DPUR) sur les secteurs de développement économique Ue et Us-0 du Plan Local d'Urbanisme en vigueur – ANNULE ET REMPLACE LA DÉLIBÉRATION N°2025-63 du 25/09/2025
2026-56 – Décision modificative n°1
2026-57 – Revalorisation annuelle des tarifs de la Taxe Locale sur la Publicité Extérieure
2026-58 – Mise en place d'un Comité Social Territorial commun entre la Commune d'Escalquens et le CCAS d'Escalquens
2026-59 – Tenue du débat obligatoire relatif à la protection sociale complémentaire
2026-60 – Création d'un emploi permanent à temps complet pour permettre le recrutement d'un agent et son détachement sur l'emploi fonctionnel de DGS (H/F)
2026-61 – Création d'un emploi permanent de «Médiathécaire» à temps complet
2026-62 – Présentation du rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes portant sur l'accès au logement social dans l'agglomération toulousaine
2026-63 – Conventions tripartites CLAS (Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité) année scolaire 2025-2026
2026-64 – Subvention exceptionnelle coopérative scolaire – Projet Cirque
2026-65 – Actualisation des tarifs ALAE
2026-66 – Renouvellement des membres de la Commission Communale pour l'Accessibilité (CCA)
2026-67 – Élection des délégués du Conseil municipal et de leurs suppléants en vue de l'élection des sénateurs
2026-68 – Adhésion à la centrale d'achat UGAP pour l'approvisionnement en électricité sur la période 2028-2030

Le Maire,

MAIRIE D'ESCALQUENS 31 (Haute-Garonne)

Jean-Luc TRONCO

Le secrétaire de séance,

MAIRIE D'ESCALQUENS (Haute-Garonne)

Véronique LOCRE